



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9354^e séance

Mercredi 21 juin 2023, à 10 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. Moretti
Chine	M. Zhang Jun
Équateur	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M ^{me} Bongo
Ghana	M. Osei-Mensah
Japon	M. Ishikane
Malte	M ^{me} Gatt
Mozambique	M. Afonso
Suisse	M ^{me} Baeriswyl
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentantes et représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afghanistan, Inde, République islamique d'Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan et Tadjikistan.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Roza Otunbayeva, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), et M^{me} Shabana Basij-Rasikh, Cofondatrice et Présidente de la School of Leadership, Afghanistan.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} Otunbayeva.

M^{me} Otunbayeva (*parle en anglais*) : Nous, les Nations Unies, continuons de faire face à une situation compliquée en Afghanistan. Les restrictions imposées le 5 avril aux Afghanes qui travaillent pour l'ONU remettent en question les activités que nous menons dans l'ensemble du pays. Les autorités de facto ne nous ont donné aucune explication justifiant cette interdiction ni aucune assurance qu'elle sera levée. Nous ne mettrons pas en danger les femmes qui sont membres de notre personnel recruté sur le plan national, et nous leur demandons dès lors de ne pas se présenter au bureau. Dans le même temps, nous avons demandé à l'ensemble des hommes de ce même personnel effectuant des tâches non essentielles de rester chez eux, afin de respecter le principe de non-discrimination. Enfin, notre position est ferme : les femmes qui composent le personnel recruté sur le plan national ne seront pas remplacées par des hommes, comme l'ont suggéré certaines autorités de facto.

Nous nous félicitons de la résolution 2681 (2023), dans laquelle le Conseil condamne l'interdiction et souligne qu'il importe au plus haut point de pouvoir compter sur une présence constante de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans tout l'Afghanistan.

Nous devons toutes et tous rappeler aux autorités de facto les responsabilités qui continuent de leur incomber en vertu de la Charte des Nations Unies. L'Afghanistan, en tant qu'État, s'est engagé à respecter ces obligations en devenant l'un des premiers Membres de l'Organisation en 1946. Parmi celles-ci figure l'obligation de respecter les privilèges et immunités des Nations Unies et de ses fonctionnaires, y compris les Afghanes qui travaillent pour nous. L'interdiction décrétée en avril vise spécifiquement l'Organisation des Nations Unies. Les Taliban demandent à être reconnus par l'ONU et ses Membres mais, dans le même temps, ils agissent au mépris des valeurs fondamentales exprimées dans la Charte des Nations Unies.

L'interdiction faite aux Afghanes de travailler pour l'Organisation vient s'ajouter aux restrictions déjà imposées aux femmes et aux filles par les autorités de facto, notamment l'interdiction faite aux femmes de travailler pour des organisations non gouvernementales ou pour d'autres entités diplomatiques, l'interdiction pour les filles de fréquenter des établissements d'enseignement secondaire et supérieur non religieux, et l'interdiction pour les filles et les femmes de se rendre dans les parcs publics, les bains et les gymnases. Ces décrets, ainsi que d'autres, limitent les déplacements physiques des femmes et des filles, ainsi que leur participation à la vie économique, sociale et publique.

Les autorités talibanes de facto doivent lever ces interdictions pour permettre à l'ONU de continuer d'apporter tout son soutien au peuple afghan. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires fournira de plus amples détails, dans un exposé distinct aujourd'hui, sur la façon dont ces interdictions affectent le secteur humanitaire, ainsi que sur la situation humanitaire générale. Cependant, je voudrais également mettre en évidence les effets de ces interdictions sur le plan humain.

La MANUA, en collaboration avec ONU-Femmes et l'Organisation internationale pour les migrations, vient de publier un rapport sur la situation des Afghanes. Le rapport, qui est disponible sur le site de la MANUA, fait état des tragiques conséquences de ces interdictions sur la santé physique et mentale des femmes, ainsi que sur leur sentiment de sécurité.

Un autre effet malheureux des interdictions est qu'elles occultent certaines des autres réalisations plus positives qui sont intervenues sous l'égide des autorités de facto. L'une d'entre elles tient aux éléments de plus en plus nombreux qui montrent que l'interdiction de la culture de l'opium par les Taliban, annoncée en avril de l'année dernière, est effectivement mise en œuvre dans de

nombreuses régions du pays. Selon de premières informations rapportées par les médias, la culture de l'opium a diminué de manière considérable. Dans le même temps, l'économie de l'opium contribue à faire vivre une partie de l'économie rurale en Afghanistan. Les donateurs doivent envisager d'allouer des fonds aux programmes visant à créer de nouveaux moyens de subsistance qui répondent aux besoins spécifiques des agriculteurs touchés par l'interdiction.

L'économie afghane reste stable, bien qu'à un équilibre de bas niveau. La Banque mondiale indique que l'inflation est en baisse et que le taux de change se maintient. Cela s'explique en partie par le recul encourageant de la corruption de haut niveau. Les autorités de facto continuent d'indiquer qu'elles perçoivent des recettes suffisantes pour financer les activités du Gouvernement, y compris le paiement des salaires de la fonction publique. Selon les autorités de facto, celle-ci inclut environ 500 000 fonctionnaires qui travaillaient sous la République. Cette stabilité macroéconomique coexiste toutefois avec une profonde pauvreté des ménages. Selon la Banque mondiale, 58 % des ménages éprouvent des difficultés à satisfaire leurs besoins fondamentaux. L'action humanitaire de l'ONU continue de répondre aux besoins de près de 20 millions de personnes qui nécessitent une forme ou une autre d'assistance. L'Afghanistan, je le rappelle, reste la plus grande crise humanitaire au monde.

Les envois de fonds émanant de l'Organisation des Nations Unies, qui sont nécessaires aux opérations humanitaires, devraient diminuer en raison de la baisse du financement des donateurs. Cela risque de produire des effets négatifs sur la stabilité monétaire. Je voudrais appeler l'attention du Conseil sur le Cadre stratégique des Nations Unies pour l'Afghanistan, que nous publierons la semaine prochaine et qui mettra à jour et remplacera le Cadre transitoire de coopération de l'année dernière. Il présente l'éventail des activités que l'ONU pourrait mener en Afghanistan d'ici à 2025 si les autorités de facto créaient l'environnement favorable requis.

Un tel environnement exige davantage de transparence et une plus grande responsabilité. Sur le plan politique, le régime taliban reste insulaire et autocratique. Le Gouvernement de facto est entièrement composé d'hommes, issus presque exclusivement de la base politique pachtoune et rurale des Taliban. Nous avons pris note des efforts et mécanismes déployés au niveau local par les autorités de facto pour engager des consultations, qui reconnaissent le pluralisme du pays et ont parfois un effet modérateur sur certaines politiques des Taliban.

Toutefois, la tendance générale est à la centralisation du pouvoir par une autorité centrale qui n'a pas de comptes à rendre. Lors de la réunion des envoyés spéciaux convoquée par le Secrétaire général à Doha en mai, l'une des principales questions soulevées a été la nécessité d'une gouvernance inclusive. Le fait que l'absence d'inclusivité et de gouvernance participative risque de conduire à l'instabilité suscite de nombreuses inquiétudes.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, le bilan est mitigé. Les autorités de facto déploient des efforts concertés pour combattre l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIL-K). Pourtant, des attaques ciblant à la fois les autorités de facto et la population civile ont été perpétrées. Tout récemment, les 6 et 8 juin, deux attaques visant les autorités de facto dans la province de Badakhchan ont fait au moins 63 victimes – 14 morts et 49 blessés –, pour la plupart des civils. Ces attaques ont été revendiquées par l'EIL-K. Les attaques aveugles menées par l'EIL-K, notamment au moyen d'engins explosifs improvisés dans les zones habitées, et les attaques prenant délibérément pour cible des civils constituent de graves violations du droit international et doivent cesser.

Nous avons pris acte du récent rapport annuel de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (voir S/2023/370). Ce rapport contient des informations sur d'autres groupes terroristes opérant en Afghanistan et sur leurs relations avec les autorités de facto. Nous notons que, selon le rapport, les procédures de sanctions existantes sont obsolètes et doivent être mises à jour pour refléter les réalités de l'Afghanistan d'aujourd'hui.

Bien que la fin du conflit armé ait permis de réduire considérablement le nombre de victimes civiles depuis l'arrivée au pouvoir des Taliban, le Service de la lutte antimines de l'ONU en Afghanistan estime que les munitions non explosées font une centaine de victimes chaque mois. Malheureusement, la Direction de facto de la coordination de la lutte antimines a suspendu sa coopération avec l'ONU pour des raisons techniques, auxquelles nous tentons de remédier. Sans l'appui de l'ONU, le secteur fonctionne avec des capacités techniques et un suivi limités. Les discussions se poursuivent avec les autorités de facto afin de lever cette suspension dès que possible et de nous permettre d'apporter un appui sans réserve, dans le cadre de notre mandat, à ce secteur d'une importance vitale.

Enfin, nous sommes très préoccupés par la vulnérabilité de l'Afghanistan face aux changements climatiques. Des années de sécheresse ont aggravé les effets du conflit et

de la pauvreté. Les changements climatiques favorisent les déplacements de population à l'intérieur de l'Afghanistan, ce qui pourrait avoir un effet déstabilisateur. Pour remédier au manque d'eau en Afghanistan et à l'insécurité alimentaire qui en résulte, les autorités de facto ont commencé à creuser un canal qui détournera l'eau de l'Amou Darya, au nord du pays, ce qui suscite l'inquiétude des pays voisins. Globalement, face à la nécessité d'atténuer les effets des changements climatiques, les autorités de facto et la communauté internationale doivent engager un dialogue plus concret.

Lors de mes échanges réguliers avec les autorités de facto, je leur parle franchement des obstacles qu'elles se sont elles-mêmes créés avec les décrets et les restrictions qu'elles ont promulgués, en particulier contre les femmes et les filles. Nous leur avons fait savoir que tant que ces décrets seront en vigueur, il sera quasiment impossible que leur gouvernement soit reconnu par les membres de la communauté internationale. Par ailleurs, il ressort clairement de nos discussions avec de nombreux interlocuteurs dans tout le pays que ces décrets sont très impopulaires parmi la population afghane. Ils ont coûté aux Taliban leur légitimité nationale et internationale, tout en infligeant des souffrances à la moitié de leur population et en portant atteinte à leur économie.

Malgré ces interdictions, je pense que la communauté internationale peut faire davantage pour garantir la stabilité future de l'économie afghane de manière à améliorer directement les conditions de vie des Afghans. C'est particulièrement important à la lumière de la baisse probablement sensible du financement de l'intervention humanitaire cette année.

Je me félicite de la visite du Coordonnateur spécial de l'évaluation de la situation en Afghanistan, M. Feridun Sinirlioğlu, qui se trouve actuellement en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt ses recommandations. Je tiens également à souligner l'importance de maintenir la dynamique suscitée à Doha en mai dernier en organisant une nouvelle réunion dans le même format avant la fin de l'année. Nous avons entamé des consultations sur le calendrier et la teneur de cette réunion.

Malgré les problèmes que j'ai évoqués, nous avons établi des canaux de communication fiables et efficaces avec les autorités de facto et nous avons trouvé, comme je l'ai indiqué, davantage de possibilités de coopération susceptibles de renforcer la compréhension mutuelle et d'améliorer les conditions de vie de la population afghane. Nous avons pour mandat d'agir au nom du Conseil de sécurité, et nous continuerons à le faire. Nous pourrions toutefois faire bien davantage si les Taliban levaient les restrictions punitives qu'ils imposent à leur population féminine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Otunbayeva de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Basij-Rasikh.

M^{me} Basij-Rasikh (*parle en anglais*) : Je me félicite de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant les membres du Conseil de sécurité aujourd'hui. Je m'appelle Shabana Basij-Rasikh. Je suis la Directrice de la School of Leadership, Afghanistan (SOLA). Nous avons été basés à Kaboul de 2008 à 2021, et nous administrons SOLA au Rwanda depuis août 2021 et le retour des Taliban. Nous assurons l'instruction des Afghanes au niveau secondaire, jusqu'au lycée. À ma connaissance, nous sommes la seule école de ce type fonctionnant en toute légalité dans le monde.

Je n'aurais jamais imaginé devoir faire une telle déclaration dans ma vie. Je n'aurais jamais imaginé que les Taliban pourraient nous faire replonger dans les ténèbres dans lesquelles j'ai vécu en tant qu'enfant dans les années 90, une enfant qui fréquentait des écoles secrètes dirigées par des femmes courageuses à Kaboul, une enfant qui vivait dans la peur parce qu'elle était une Afghane, une parmi tant d'autres, qui voulait faire des études. Nous voulions simplement aller à l'école, rien de plus. Et à cette fin, nos familles et nos enseignants ont pris tous les risques, je dis bien tous les risques, pour que nous puissions apprendre. Ce que je dis au Conseil aujourd'hui, je le dis parce que je me tiens sur les épaules de ces géants de mon enfance. Je suis l'héritière du courage des Afghanes, et des Afghans également, qui ont allumé des feux dans l'obscurité de notre pays alors qu'il n'était plus au centre de l'attention internationale.

Ces feux brûlent encore aujourd'hui. Les écoles secrètes ont rouvert à Kaboul et dans les provinces. Mon école, SOLA, contrainte à l'exil, prospère au Rwanda, un hôte si extraordinaire. La période d'admission pour la nouvelle année scolaire, qui débutera cet automne, vient de prendre fin. Dans le passé, nous n'avons jamais reçu plus de 300 demandes d'admission pour une année donnée. Mais cette année, cela a été différent ; cette année, nous avons reçu près de 2 000 candidatures d'étudiantes de communautés afghanes réparties dans le monde entier. Deux mille Afghanes. Deux mille familles afghanes. Deux mille feux dans l'obscurité. Et chacun d'entre eux incarne le désir inextinguible et indomptable d'accéder au droit fondamental qu'est l'éducation. Il est de notre devoir, du devoir du monde, de veiller à ce que ces feux ne s'éteignent jamais.

À toutes les personnes qui sont réunies ici aujourd'hui, aux pays qui ont des frontières communes avec l'Afghanistan, qui ont mené des guerres en Afghanistan et qui travaillent en public et en privé pour tracer une voie pour l'Afghanistan,

je dis que leurs histoires et leurs approches sont différentes, mais qu'en fin de compte, leurs intérêts sont les mêmes. Ils veulent ce que je veux. Je peux dire avec certitude que c'est ce que veulent toutes les Afghanes et tous les Afghans. Ce que nous voulons se résume en un seul mot : stabilité. Et c'est l'éducation qui la rend possible.

Tout part de la salle de classe. Tout. La prospérité économique. L'amélioration de la santé publique. Il s'agit de modifier le sol dans lequel pousse l'extrémisme, de remplacer les graines de la haine par l'espoir qui naît et les possibilités qui s'ouvrent lorsque les filles ont la possibilité d'apprendre, lorsqu'elles ont la certitude qu'elles comptent. Le secret d'un Afghanistan stable, d'un Afghanistan pacifique et prospère est connu de tous ; ce sont des filles instruites. Des filles instruites qui deviennent des femmes instruites et qui élèvent des filles et des garçons encore plus instruits. Des filles instruites qui deviennent des femmes instruites, des femmes indépendantes, des femmes qui tracent leur propre voie, une voie qui élève leur famille, leur pays et le monde.

Nous savons tous que les frontières internationales ne permettent pas de contenir la menace de l'extrémisme. Mais elles ne peuvent pas non plus contenir les avantages apportés par ces femmes et ces filles. Ce sont là des avantages que le monde entier peut partager. Et cela commence par l'éducation et les filles qui se battent pour l'obtenir. La spirale ascendante commence dans la salle de classe. Le cercle vertueux permet à une société de réaliser son potentiel absolu. Que pouvons-nous faire, nous tous ici présents, pour nous assurer qu'il reste toujours vertueux ? J'ai deux recommandations à formuler.

Premièrement, la communauté internationale doit veiller à ce qu'Internet reste toujours ouvert et accessible en Afghanistan. Lorsque les filles ne peuvent pas aller à l'école, nous, les enseignants, pouvons amener l'école aux filles. Un smartphone et une connexion en ligne suffisent alors à dispenser nos cours. Nos salles de classe tiennent dans la paume de la main de ces filles et le monde s'ouvre devant leurs yeux. Les Taliban affirment que les femmes et les filles doivent rester cloîtrées chez elles. Je réponds à cela qu'il faut les battre à leur propre jeu. Nous transformons les foyers de ces femmes et filles en salles de classe en ligne. Nous ouvrons la voie à des possibilités numériques infinies dans ces espaces physiques fermés. Je ne suis pas là pour faire de la publicité ou du placement de produits. Mais comme chacun le sait, il existe des moyens économiques de garantir un accès fiable à Internet partout dans le monde, y compris en Afghanistan, et il est impératif de tirer parti de ces possibilités. Les éducateurs afghans, les innovateurs et nos alliés feront le reste.

Ma deuxième recommandation est la suivante : la communauté internationale doit veiller à ce que les réfugiés afghans, en particulier les femmes, aient accès à une éducation de qualité dans leurs pays de résidence. Les Afghanes et les Afghans ont trouvé refuge à l'étranger chez nos voisins et dans des pays situés par-delà les océans. Certains pays ici présents nous accueillent depuis longtemps, dès le début des 40 années de guerre qui ont ravagé mon pays et depuis même plus longtemps encore. D'autres ne nous abritent que depuis la chute de Kaboul, il y a à peine deux ans. Certains pays limitrophes de l'Afghanistan – et je parle en toute franchise – accueillent les familles des futures étudiantes de SOLA, des familles qui se sont volontairement exilées pour que leurs filles aient une chance de s'instruire.

Nous sommes ici tous unis par notre conviction que les membres de la diaspora afghane ne sont pas un fardeau et ne doivent pas être considérés comme tel. Nous sommes des êtres humains dotés de grands talents. Il est impératif de créer l'espace nécessaire à l'apparition, au sein des communautés de la diaspora, de possibilités d'avenir, qui doivent être portées par des établissements d'enseignement qualifiés, autorisés par les pays d'accueil à opérer dans ces communautés. C'est ce que SOLA a fait au Rwanda, un modèle peut servir d'inspiration à d'autres afin que nous puissions tous venir en aide aux jeunes afghanes en exil pour que chacune d'entre elles contribue non seulement au bien-être de son pays d'accueil, mais devienne également une Afghane instruite, prête à retourner en Afghanistan et à relever le défi de la reconstruction de notre beau pays.

Je l'ai déjà dit et je le répète : les frontières ne sont pas hermétiques à la menace de l'extrémisme. Les frontières n'arrêtent pas non plus les retombées positives qu'apportent des filles instruites. Les décisions prises ici déterminent l'évolution que connaîtra ma patrie, qui soit s'enfoncera davantage vers les ténèbres, soit se relèvera pour des lendemains empreints d'espoir.

Je voudrais terminer par ceci. Je suis fier d'être musulmane. Je sais très bien que le prophète Mahomet s'est exprimé ouvertement et sans équivoque sur l'importance de l'éducation. Tous les musulmans le savent et chacun d'entre nous doit connaître le hadith du prophète Mahomet qui nous dit de « chercher le savoir, même jusqu'en Chine ». Avec tout le respect que je dois aux représentants de la Chine qui sont ici présents, le prophète ne parlait pas littéralement ; il nous exhortait, en tant que musulmans, à poursuivre notre éducation, même si nous devons aller jusqu'à ce qui était, à l'époque, le bout du monde pour la trouver. J'ai moi-même

été jusqu'au Rwanda, tout comme mes étudiantes. D'autres Afghanes et Afghans sont partis dans d'autres pays. Nous sommes tous des chercheurs. Et nous trouverons tous, sous le regard du monde, ce que nous recherchons.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Basij-Rasikh de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des Émirats arabes unis.

Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Otunbayeva, et M^{me} Basij-Rasikh de leurs observations très instructives et émouvantes.

Au cours des six derniers mois, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité trois résolutions sur l'Afghanistan. Il est essentiel de préserver cette unité pour l'avenir. Les Émirats arabes unis, en tant que corédacteurs aux côtés du Japon, s'efforceront de maintenir le consensus qui a prévalu jusqu'à présent sur l'Afghanistan, car c'est par notre unité que nous pouvons faire une différence sur le terrain.

Aujourd'hui, je me concentrerai sur les quatre domaines dans lesquels les Émirats arabes unis pensent que nous pouvons accentuer nos efforts.

Premièrement, nous devons continuer à insister sur l'inclusion des femmes et des filles dans la société afghane. Cela commence par l'éducation. Nous devons constater des progrès dans l'offre d'éducation à tous les niveaux, dans le respect des normes et des critères attendus au niveau international. Cela n'est pas négociable, comme nous l'a dit l'intervenante de la société civile aujourd'hui. D'un point de vue pratique, il est à craindre que la dernière décision des Taliban exigeant la reprise en main des programmes éducatifs n'entraîne le retrait des financements des donateurs et l'effondrement du système éducatif. Ce serait une tragédie, non seulement pour les femmes et les filles, mais aussi pour l'ensemble du pays, dont la prospérité repose sur une main-d'œuvre qualifiée. Il convient de promouvoir et de financer les activités menées en ligne et les mesures d'appui déployées entre-temps par les pays voisins. Nous devons préserver l'accès à Internet pour les femmes et les filles dans tout le pays, car il s'agit actuellement du seul espace où elles jouissent d'une liberté de mouvement. Aujourd'hui, Internet contribue de manière décisive à l'éducation des filles dans le pays.

Deuxièmement, la crise humanitaire imminente dans le pays doit demeurer une préoccupation commune des membres du Conseil. En écartant les femmes des activités d'acheminement de l'aide humanitaire, les Taliban limitent non seulement l'égalité d'accès à une aide vitale, mais ils affaiblissent également la capacité de prévenir, de

traiter et de réagir aux atteintes sexuelles et à l'exploitation des bénéficiaires de l'aide. C'est inexcusable. La semaine dernière, le Conseil a adopté la résolution 2686 (2023), une résolution historique qui reconnaît que la discrimination fondée sur le genre et les actes d'extrémisme peuvent contribuer à alimenter les conflits. La résolution nous invite toutes et tous à nous élever contre ces idéologies extrémistes. Le travail effectué par et pour les femmes est crucial au moment même où les besoins humanitaires atteignent des niveaux records.

Pendant ce temps, les Taliban entravent de plus en plus le travail des organisations humanitaires. Nous préconisons, comme nous l'avons déjà fait, que le domaine de l'aide humanitaire ne fasse l'objet d'aucune politisation. Les humanitaires ne peuvent pas devenir une monnaie d'échange politique. Nous devons réaffirmer notre engagement à ce que les intervenants humanitaires soient dissociés de la dynamique politique relative à la situation dans le pays. C'est pourquoi il est plus important que jamais que les principes humanitaires fondamentaux de neutralité, d'impartialité et d'humanité continuent à guider ces efforts.

Troisièmement, la sécurité et la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants représentent une autre question pour laquelle nous partageons un intérêt collectif. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il ne peut y avoir de vide sécuritaire. L'évaluation présentée dans le dernier rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (voir S/2023/370) donne à réfléchir. La garantie que le sol afghan n'abrite pas de menaces contre d'autres nations a été et doit rester l'une des exigences les plus fondamentales formulées par le Conseil. Ce message doit transparaître dans tous les dialogues menés par l'ONU et être intégré à la stratégie du Conseil de sécurité pour l'Afghanistan. Il doit également faire partie intégrante des discussions entre les acteurs internationaux et les autorités de facto.

Quatrièmement, faute d'une relance de l'économie afghane, aucune de ces actions ne pourra être menée à bien. L'économie ne saurait reposer uniquement sur l'aide humanitaire. La revitalisation de l'économie afghane est la seule voie envisageable à long terme. Pour cela, il faut créer des conditions favorables aux investissements étrangers et au commerce, et disposer d'une main-d'œuvre instruite et qualifiée. Dans son dernier rapport en date, le Secrétaire général fait état de quelques signes prometteurs, notamment en ce qui concerne la gestion de l'économie, la lutte contre la corruption et la baisse de la production de stupéfiants. Il est dans notre intérêt commun que les revenus du trafic de stupéfiants ne servent pas à financer le crime organisé et le terrorisme. Les progrès que nous constatons à cet égard doivent donc être encouragés et mis à profit pour réaliser d'autres avancées.

Les changements climatiques sont intrinsèquement liés à chacune de ces quatre problématiques. En œuvrant de concert pour en atténuer les effets et s'y adapter en Afghanistan, nous contribuerons aux efforts que nous déployons conjointement pour progresser dans chacun de ces domaines.

Ces possibilités d'unité entre les membres du Conseil exigent une approche intégrée et coordonnée. Nous nous félicitons de la nomination de l'Ambassadeur Feridun Sinirlioğlu au poste de Coordonnateur spécial des Nations Unies pour l'Afghanistan. L'évaluation indépendante que nous avons collectivement mandatée en mars est l'occasion pour toutes les parties prenantes afghanes et internationales de prendre part à un dialogue inclusif indispensable sur l'avenir du pays. Nous encourageons vivement tous les acteurs à collaborer de bonne foi avec le Coordonnateur spécial en vue d'élaborer une stratégie plus cohérente et intégrée pour l'Afghanistan. Je rappelle également que le mandat prévoit des consultations avec les parties prenantes afghanes, en particulier les femmes et la société civile. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'évaluation indépendante en novembre.

Les Émirats arabes unis sont fermement convaincus que la coopération concrète doit rester au cœur des activités de la communauté internationale et des travaux du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons de la mobilisation des acteurs internationaux qui utilisent leurs contacts et leur influence auprès des autorités de facto pour peser sur leur prise de décision, ainsi que du leadership constant du Secrétaire général, avec notamment son initiative de former un groupe d'envoyés spéciaux qui s'est réuni pour la première fois à Doha en mai. Comme nous l'avons déjà dit, se désengager maintenant n'entraînerait que des conséquences encore plus graves pour le peuple afghan.

Les Émirats arabes unis poursuivront leurs échanges en toute lucidité et continueront d'œuvrer pour remettre l'Afghanistan sur une trajectoire positive.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale Otunbayeva d'avoir fait au Conseil le point de la situation. Je remercie également M^{me} Shabana Basij-Rasikh de son témoignage précieux et courageux. Nous devons garder à l'esprit la lumière qui brille dans les ténèbres, et nous devons œuvrer de concert pour entretenir cette flamme pour l'avenir de l'Afghanistan.

Il est regrettable qu'il n'y ait guère de signes positifs pour l'avenir de l'Afghanistan malgré les appels répétés du Conseil de sécurité et de la communauté internationale. Les besoins humanitaires sont criants et la pauvreté est quasi universelle. L'accès humanitaire a été encore réduit par une série de restrictions sur la capacité des femmes à travailler.

Nous prenons note du rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (voir S/2023/370) sur la situation en matière de sécurité en Afghanistan. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en particulier l'attentat perpétré dans une mosquée de la province de Badakhchan au début du mois, et nous demandons aux Taliban de prendre des mesures antiterroristes vigoureuses.

L'espoir s'amenuise, en particulier pour les femmes et les filles en Afghanistan. Nous soulignons le rôle indispensable des femmes dans l'avenir et le développement à long terme de l'Afghanistan. Nous appelons les Taliban à donner suite à l'appel unifié du Conseil de sécurité, tel qu'exprimé dans la résolution 2681 (2023), leur demandant de lever rapidement les restrictions imposées aux femmes et aux filles, et de permettre leur participation pleine, égale, véritable et en toute sécurité à la vie publique. Cela non seulement garantira le bien-être et la dignité des femmes et des filles, mais permettra également à l'Afghanistan de réaliser son potentiel et de parvenir à une stabilité et une prospérité à long terme pour lui-même et pour la région.

La communauté internationale doit s'unir autour d'une approche intégrée et cohérente pour relever les défis auxquels est confronté le peuple afghan. Nous soulignons le rôle important joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan dans la coordination de l'aide humanitaire, le suivi de la situation des droits humains et la promotion d'un dialogue politique ouvert à tous. Nous saluons également la tenue réunion des envoyés spéciaux sur l'Afghanistan, qui a eu lieu au début du mois de mai à Doha. Nous devons nous appuyer sur les enseignements tirés de cette réunion pour poursuivre un dialogue patient, pragmatique et fondé sur des principes avec les Taliban afin de les encourager à modifier le cours de leurs politiques dans le sens souhaité par le peuple afghan et à élargir les perspectives dans l'intérêt de la population. Dans le même temps, nous devons continuer de débattre de nos approches stratégiques afin de servir les intérêts du peuple afghan et de contribuer à la stabilité de la région.

Nous nous félicitons de la nomination de l'Ambassadeur Feridun Sinirlioğlu en tant que Coordonnateur spécial chargé de diriger l'évaluation indépendante

demandée dans la résolution 2679 (2023). Nous attendons l'occasion d'examiner les recommandations tournées vers l'avenir sur la meilleure façon d'aider l'Afghanistan en cette période difficile.

Pour terminer, j'affirme que le Japon continuera d'appuyer l'édification d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère, et nous continuerons de contribuer aux travaux du Conseil de sécurité en vue d'un avenir meilleur pour le peuple afghan.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, je remercie la Représentante spéciale Otunbayeva et M^{me} Basij-Rasikh de leurs exposés.

L'Afghanistan se trouve dans une phase critique de transition du chaos à l'ordre et a besoin de la contribution et de l'attention continues de la communauté internationale et de l'ONU.

À la lumière de la situation actuelle, je voudrais insister sur quatre points.

Premièrement, le dialogue et la collaboration doivent se poursuivre. Adopter une attitude pratique dans les échanges avec le Gouvernement intérimaire afghan est le meilleur moyen de renforcer la compréhension et la confiance mutuelle et de répondre aux préoccupations. Nous constatons avec satisfaction que les voisins de l'Afghanistan et les pays de la région ont toujours été en première ligne dans ce domaine. Depuis septembre 2021, les pays voisins de l'Afghanistan ont déjà organisé quatre réunions des Ministres des affaires étrangères, dont la dernière s'est tenue à Samarcande, en Ouzbékistan, le 13 avril. Le 6 mai, la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan ont relancé le dialogue entre les Ministres des affaires étrangères à Islamabad. Sous la présidence du Secrétaire général Guterres, la réunion des envoyés spéciaux sur la question afghane s'est tenue à Doha le 2 mai.

Sur la base de ces activités, la communauté internationale, d'une manière générale, s'accorde sur la nécessité d'édifier un Afghanistan pacifique, stable et prospère, et espère recourir au dialogue et à la coopération pour aider le Gouvernement intérimaire afghan à renforcer l'inclusivité politique, à gouverner avec modération et à mettre en place une architecture politique ouverte et inclusive. Nous espérons que le Gouvernement intérimaire afghan fera des efforts positifs dans l'intérêt du peuple afghan, pour répondre aux attentes de la communauté internationale, et qu'il mettra en place une gouvernance publique indépendante et efficace, notamment en garantissant effectivement les droits des femmes à l'éducation et à l'emploi.

Afin de promouvoir le dialogue et la collaboration, il faut que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) prenne un ensemble de mesures d'exemption pour permettre au personnel concerné du Gouvernement intérimaire afghan d'effectuer des voyages internationaux. Les mesures de sanction imposées au personnel concerné par le Conseil, conformément à la résolution 1988 (2011), doivent également être adaptées ou levées rapidement, à la lumière de l'évolution de la situation.

Deuxièmement, la sécurité et la stabilité doivent être préservées. Des attentats terroristes continuent d'être perpétrés en Afghanistan, nous rappelant que le terrorisme reste un défi majeur pour le pays. Les forces terroristes, notamment l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorasan, Al-Qaida et le Mouvement islamique du Turkestan oriental, également connu sous le nom de Parti islamique du Turkestan, collaborent et menacent la sécurité du pays, de la région et du monde. Nous espérons que les autorités afghanes prendront des mesures fermes et déterminées pour lutter contre toutes les formes de terrorisme et pour éviter que l'Afghanistan ne redevienne le centre de gravité du terrorisme.

Les transactions liées aux drogues pourraient constituer une source importante de financement du terrorisme. Nous notons avec satisfaction que la superficie occupée par les cultures de pavot en Afghanistan a considérablement diminué cette année. La communauté internationale doit soutenir l'Afghanistan et l'aider à développer des cultures de substitution, à améliorer sa structure économique et à réduire l'espace permettant aux forces terroristes de prospérer.

Troisièmement, il faut promouvoir le développement socioéconomique. Les autorités afghanes accordent de l'importance au développement économique, et le revenu national est resté stable, avec une légère augmentation. Pourtant, l'atténuation de la crise humanitaire reste la priorité la plus urgente.

À l'heure actuelle, le plan d'aide humanitaire des Nations Unies pour l'Afghanistan pour cette année n'est financé qu'à hauteur de 9%, le déficit dépassant les 4 milliards de dollars. Nous demandons aux donateurs traditionnels de continuer à fournir une aide humanitaire à l'Afghanistan et de faire en sorte que les opérations humanitaires des Nations Unies fonctionnent normalement dans le pays. Il est inacceptable que les pays développés donateurs réduisent sensiblement leur aide à l'Afghanistan et relient l'aide humanitaire à d'autres questions. À long terme, la communauté internationale

devra aller au-delà de l'aide humanitaire et accroître son aide à l'Afghanistan pour lui permettre de s'intégrer à la coopération économique et commerciale régionale et de s'engager sur la voie de l'indépendance économique et du développement durable.

Quatrièmement, les contraintes externes doivent être éliminées. En raison des conséquences des sanctions unilatérales – sur des articles allant des produits alimentaires à l'eau potable, aux médicaments et à d'autres produits de première nécessité, et du ciment aux ronds à béton et à d'autres matériaux de construction – l'Afghanistan est confronté à de graves pénuries d'approvisionnement et à des difficultés encore plus marquées dans sa reconstruction économique. Nous demandons instamment aux pays concernés de lever les sanctions unilatérales imposées à l'Afghanistan.

Nous jugeons particulièrement inquiétant que depuis 2021, les États-Unis ont gelé 7 milliards de dollars d'avoirs de l'Afghanistan à l'étranger. À ce jour, pas un centime n'a été rendu au peuple afghan. Nous demandons instamment aux États-Unis de restituer rapidement les avoirs concernés. Ils ne doivent pas se cacher derrière divers prétextes pour retarder cette démarche, ce qui aggraverait la souffrance du peuple afghan. Nous prions le Secrétaire général de se pencher sur la question et sa représentante spéciale d'intensifier ses efforts et de rendre compte au Conseil de l'évolution de la situation en temps opportun.

En tant que voisine de l'Afghanistan, la Chine a toujours suivi la situation dans ce pays et s'y est toujours intéressée et, il y a peu de temps, nous avons exprimé notre position sur la question afghane. Dans la mesure de ses capacités, la Chine continuera de contribuer à la reconstruction et au développement de l'Afghanistan. La Chine espère que la paix, la stabilité et la prospérité seront bientôt réalisées en Afghanistan.

M. Moretti (Brésil) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite avant tout présenter ses condoléances aux familles des victimes des attentats terroristes perpétrés dans le nord de l'Afghanistan au début du mois. Le Brésil, une fois de plus, condamne fermement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Otunbayeva, et M^{me} Basij-Rasikh, Présidente de la School of Leadership, de leurs observations perspicaces et, comme l'a souligné la Présidente du Conseil de sécurité, émouvantes.

Le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités menées par l'ONU en Afghanistan met en lumière

des aspects critiques de nos efforts politiques, humanitaires et en matière de droits humains, et il contient des recommandations importantes. Nous renouvelons l'appui du Brésil à la mise en œuvre du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et aux efforts de la communauté internationale visant à réaliser la paix, la stabilité et le développement pour le peuple afghan.

Le Brésil a toujours plaidé en faveur du renforcement des institutions afghanes et de la promotion du développement socioéconomique, avec la pleine participation des femmes et des minorités afghanes. Nous estimons que la collaboration avec les autorités de facto dans l'intérêt du peuple afghan est un aspect important de ce processus.

Dans le même temps, le Brésil se joint à l'appel de la communauté internationale, qui a demandé aux Taliban d'annuler leurs politiques d'exclusion et de discrimination à l'encontre des femmes et des filles, en particulier l'interdiction faite aux femmes de travailler pour l'ONU. Ces politiques sont clairement contraires à la Charte des Nations Unies et au cadre multilatéral relatif aux droits de la personne. Elles sont par ailleurs très préjudiciables à l'avenir de l'Afghanistan.

Nous demeurons profondément préoccupés par la situation humanitaire extrêmement grave dans le pays. Il est assez alarmant de constater que le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance a augmenté d'un demi-million rien que durant le premier semestre de cette année, atteignant le total stupéfiant de 28,8 millions à la fin du mois de mai. Il convient de se féliciter du plan d'aide humanitaire révisé pour 2023, et son financement adéquat est primordial. Face à une telle adversité, il est crucial de promouvoir la sécurité alimentaire en Afghanistan, surtout si l'on tient compte du fait que le pays est en proie à la sécheresse pour une troisième année consécutive et qu'il est confronté à la menace imminente d'une invasion dévastatrice de criquets qui pourrait gravement compromettre les récoltes de blé.

Sur le plan économique, nous estimons que la mise en place de politiques et de cadres réglementaires stables et appropriés ainsi que le renforcement du secteur privé sont essentiels pour l'avenir de l'Afghanistan. Cela est fondamental pour attirer des investissements dans les infrastructures et pour affronter les difficultés du système bancaire afin de faciliter le crédit, comme le souligne le Programme des Nations Unies pour le développement dans son rapport intitulé *Afghanistan Socioeconomic Outlook 2023*. Dans ce contexte, je réaffirme la nécessité

de restituer les avoirs afghans détenus à l'étranger. Nous saluons les initiatives telles que l'atelier organisé récemment par la Banque mondiale en vue d'examiner les moyens de renforcer les systèmes de paiement nationaux et internationaux en Afghanistan.

Pour terminer, je réaffirme que le Brésil est déterminé à continuer de collaborer étroitement avec les autres membres du Conseil et d'autres acteurs afin de réaliser la paix, la stabilité et le développement durable pour tous les Afghans, sans discrimination et sans exclure certaines personnes ou certains groupes. Nous restons fermement solidaires du peuple afghan.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Otunbayeva, et M^{me} Basij-Rasikh de leurs exposés. Je souhaite également remercier toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour le travail qu'elle accomplit en vue de réaliser l'objectif du Conseil de sécurité, à savoir un Afghanistan prospère, inclusif et sûr.

Les États-Unis condamnent une fois de plus les restrictions imposées par les Taliban pour empêcher les femmes et les filles d'exercer leurs droits fondamentaux. Ces restrictions sont indéfendables. On ne les trouve nulle part ailleurs dans le monde. Nous demandons leur abrogation immédiate. Nous suivons ainsi l'exemple du Conseil de sécurité, qui a lancé un appel unanime à cet égard lorsqu'il a adopté la résolution 2681 (2023) en avril, la troisième sur l'Afghanistan adoptée à l'unanimité cette année. Plus de 90 États Membres de l'ONU se sont portés coauteurs de la résolution, qui envoie un message clair aux Taliban, au peuple afghan et au monde : nous ne tolérerons pas la répression des femmes et des filles par les Taliban.

Les Taliban continuent d'empêcher les femmes de travailler pour des organisations non gouvernementales. Le personnel féminin recruté sur le plan national n'a toujours pas accès aux bureaux des Nations Unies, y compris ceux des organisations humanitaires. Les Taliban choisissent de mettre en péril la vie de millions d'Afghans innocents qui dépendent d'une aide essentielle, et ils alourdissent le fardeau des ménages dirigés par des femmes, qui sont déjà parmi les plus vulnérables. Nous appuyons la décision prise par l'ONU de poursuivre ses opérations en Afghanistan tout en mettant l'accent sur la sûreté et la sécurité de l'ensemble de son personnel.

Le peuple afghan ne mérite pas de voir sa souffrance s'aggraver en conséquence des décisions ignominieuses prises par les Taliban. C'est pourquoi nous sommes pour une approche souple et fondée sur des principes qui mette l'accent sur la non-discrimination, l'inclusion, la sûreté

et la sécurité du personnel féminin, ainsi que sur l'inclusion des femmes et des filles en tant que bénéficiaires des efforts d'assistance. Les graves restrictions imposées par les Taliban exigent une réponse ferme de la part des voisins de l'Afghanistan et des autres membres de la communauté internationale.

La détérioration continue des conditions humanitaires en Afghanistan, due en grande partie à l'ingérence des Taliban dans les opérations humanitaires, entraînera une augmentation du nombre d'Afghans déplacés à l'intérieur du pays. Ces déplacements feront augmenter le nombre de migrants et de réfugiés afghans dans les pays voisins. La créativité, l'attention et l'énergie de chacun seront nécessaires pour remédier à ce problème. Grâce à l'appui généreux des donateurs et à des mesures audacieuses, telles que les dérogations pour raisons humanitaires prévues dans la résolution 2615 (2021), la communauté internationale a évité le pire scénario envisagé par les acteurs humanitaires, à savoir une famine généralisée en 2021. Toutefois, cette année, nous pouvons déjà constater les effets de la baisse de l'appui international en faveur de l'Afghanistan avec la fermeture d'organisations non gouvernementales dirigées par des femmes, la réduction des rations et la diminution du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire.

En dépit des obstacles et des priorités mondiales concurrentes, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les besoins humanitaires croissants du peuple afghan. En tant que principal donateur humanitaire au monde, les États-Unis continueront de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour venir en aide au peuple afghan.

Nous surveillerons également de près les mesures prises par les Taliban en ce qui concerne les engagements qu'ils ont déclaré vouloir honorer. Nous attendons toujours des Taliban qu'ils autorisent un accès humanitaire sans entrave, garantissent des conditions de sécurité aux travailleurs humanitaires, quel que soit leur sexe, et permettent la fourniture d'une aide indépendante et impartiale. Les Taliban doivent respecter les droits humains de tous les Afghans et de toutes les Afghanes. Nous attendons des Taliban qu'ils inscrivent ces principes dans leurs politiques et les traduisent dans leurs actes. Comme l'a montré la réunion des envoyés spéciaux pour l'Afghanistan, il en va de même pour le reste du monde. Nous remercions le Secrétaire général d'avoir accueilli cette réunion.

Les États-Unis appuient fermement le mandat global de la MANUA, y compris ses rapports essentiels sur les droits humains, en particulier les droits des femmes et l'action en matière d'autonomisation de celles-ci. La

MANUA demeure indispensable pour faire progresser l'inclusion, la paix et la stabilité, qui, nous en convenons tous, sont si importantes pour l'Afghanistan et la région.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Ghana et mon pays, le Mozambique.

Les trois membres africains du Conseil remercient de leurs exposés très instructifs la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Roza Otunbayeva, et la Cofondatrice et Présidente de la School of Leadership, Afghanistan, Shabana Basij-Rasikh.

Le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), dont nous sommes saisis, nous offre l'occasion de discuter de la situation qui règne sur les plans politique, économique et humanitaire et en matière de sécurité en Afghanistan.

Au niveau politique, nous constatons que la restructuration de l'appareil d'État se poursuit, comme en témoignent la décision des autorités talibanes d'imposer de sévères restrictions au personnel féminin recruté sur le plan national par l'ONU, ainsi que les nouvelles nominations et les récents remaniements de hauts fonctionnaires, principalement des hommes affiliés aux Taliban.

Les trois membres africains du Conseil tiennent à préciser qu'il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne l'inclusion des femmes dans les structures de gouvernance. À cet égard, nous sommes d'avis que la participation des femmes à la gouvernance est essentielle au développement et au succès de toute nation. Les trois membres africains du Conseil soulignent qu'il est indispensable de redoubler d'efforts pour que tous les Afghans, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur classe sociale ou de leur sexe, aient la possibilité de participer pleinement au processus politique dans le pays.

Nous avons été informés du versement des traitements des fonctionnaires, y compris des femmes, dont la plupart ont été invitées à ne pas se présenter au travail après la prise du pouvoir par les Taliban. Nous exhortons les autorités à permettre aux fonctionnaires, en particulier aux femmes, de reprendre leurs fonctions et de contribuer au développement de leur pays.

S'agissant de l'accès des femmes et des filles à l'éducation, il convient de noter que l'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental fortement ancré dans l'islam. L'éducation est également un facteur majeur de développement. Priver la moitié de la population de l'accès à l'éducation

compromettra considérablement le développement du pays et sa capacité de participer pleinement à l'économie mondiale. Les filles et les femmes doivent pouvoir exprimer tout leur potentiel. Elles doivent participer pleinement à la vie socioéconomique et politique de leur communauté. C'est pourquoi nous demandons aux autorités afghanes de donner suite aux nombreux appels de l'ONU et d'autres organisations leur enjoignant de permettre aux femmes et aux filles de reprendre le chemin de l'école.

En ce qui concerne la sécurité, la situation sur le terrain reste fragile. Les atteintes à la sécurité se sont dès lors multipliées au cours de la période considérée. Nous notons que la MANUA a continué de recevoir des allégations crédibles concernant des violations des droits humains et des atteintes à ces droits, notamment à l'endroit d'anciens responsables gouvernementaux et de membres du personnel de sécurité, commises en violation de l'amnistie générale proclamée en août 2021. Nous appelons les autorités talibanes à respecter pleinement l'amnistie générale décrétée en août 2021.

Le trafic de drogues, conjugué aux affrontements fréquents entre l'opposition et les forces de sécurité, à la présence de forces étrangères sur le territoire afghan, ainsi qu'à la poursuite des tensions aux frontières, augmente l'instabilité de la situation sur le terrain. Nous saluons le travail accompli par la MANUA dans la lutte contre le trafic, le stockage et le détournement d'armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, ainsi que de matières explosives, en Afghanistan et dans la région.

Au niveau sous-régional, nous notons que les tensions entre l'Iran et l'Afghanistan au sujet de l'approvisionnement en eau ont donné lieu à des échanges de tirs à la frontière à la fin du mois de mai. Il importe que les acteurs régionaux engagent un dialogue constructif et prennent des mesures pour apaiser les tensions entre l'Iran et l'Afghanistan concernant l'approvisionnement en eau.

La poursuite des violences en Afghanistan a des répercussions sur la situation économique et humanitaire, qui continue de se détériorer. Ainsi, sur le plan économique, nous avons constaté une augmentation du recouvrement des recettes fiscales, des résultats commerciaux positifs, une réduction de la corruption et une éradication accrue des champs de pavot à opium. Nous notons toutefois que les projections indiquent que les perspectives de croissance et de réduction de la pauvreté sont limitées, étant donné que les investissements dans le développement sont insuffisants et que des millions d'Afghans dépendent des flux d'aide humanitaire internationale.

De surcroît, la situation humanitaire demeure catastrophique, les besoins n'ayant jamais été aussi grands dans les 34 provinces du pays. À ce jour, le financement de l'action humanitaire pour 2023 est gravement déficitaire. Le manque de fournitures et de médicaments, ainsi que le paiement non garanti des salaires pour les travailleurs de santé, complique la vie du personnel humanitaire. Dans le même temps, la sécheresse, l'insécurité alimentaire et la malnutrition persistent. Il faut un appui plus urgent de la part de la communauté internationale. Par ailleurs, les mines terrestres et autres engins explosifs continuent de faire des ravages parmi la population civile, en particulier les enfants et les femmes. Les trois membres africains du Conseil se félicitent que plus de 9,2 kilomètres carrés de terre contaminée aient été dépollués, et saluent la campagne qui a sensibilisé 39 000 personnes, dont 14 000 femmes et filles, aux risques des engins explosifs au sein des communautés et dans les zones de retour.

Pour conclure, le Gabon, le Ghana et le Mozambique louent le travail qui est accompli par le personnel des Nations Unies en Afghanistan, sous la direction de la Représentante spéciale Otunbayeva, et par nos partenaires des organisations non gouvernementales, dans des conditions extrêmement difficiles. Nous attendons avec intérêt le rapport du Coordonnateur spécial, qui doit être soumis en application de la résolution 2679 (2023).

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M^{me} Roza Otunbayeva, de son analyse de la situation en Afghanistan. La Fédération de Russie appuie les activités menées par la MANUA sous sa direction dans le cadre des tâches prescrites dans le mandat de la Mission. Il est encourageant de constater que l'ONU reste déterminée à maintenir sa présence en Afghanistan et à fournir à la population du pays l'aide dont elle a besoin. Nous avons écouté attentivement la déclaration de M^{me} Shabana Basij-Rasikh, et nous nous félicitons par ailleurs que les parties prenantes régionales se voient aussi donner la parole aujourd'hui. Nous avons pris note du dernier rapport en date du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan, publié hier, et tenons à faire les observations suivantes.

Cela fera bientôt deux ans, depuis la retraite à la hâte des contingents des États-Unis et de l'OTAN et le retour au pouvoir des Talibans, que l'Afghanistan et son peuple vivent dans une nouvelle réalité, contraints de composer pratiquement tout seuls avec d'anciens problèmes et de nouveaux défis. La grande promesse de

bâtir une paix attendue de longue date s'est avérée n'être que paroles en l'air. À vrai dire, il est de plus en plus évident que les États-Unis et les autres pays occidentaux, qui ont essentiellement ruiné le pays ces 20 dernières années et abandonné son peuple à son sort au moment le plus crucial, ne sont pas intéressés le moins du monde par une solution véritable ou par la reconstruction de l'Afghanistan. Autrement, comment expliquer leur refus, sous divers prétextes hypocrites et fabriqués de toutes pièces, d'apporter un réel concours au règlement d'une crise humanitaire et économique sans précédent ? Nous comprenons que nos collègues occidentaux n'ont plus de temps pour l'Afghanistan, puisqu'ils consacrent maintenant toute leur énergie à combattre la Russie sur le champ de bataille ukrainien. Rien n'est plus typiquement américain que d'envahir un pays sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, et d'y semer ensuite le chaos avant d'abandonner ses anciens quartiers à la merci du destin dès que les priorités changent.

Dans le même temps, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN essaient, y compris en faisant planer la menace des sanctions, de faire disparaître des livres d'histoire les preuves des nombreux crimes de guerre commis par leurs armées, tout comme ils gardent le silence sur les vraies raisons qui les ont fait rester si longtemps en Afghanistan. Dans ce contexte, les protestations bruyantes de nos collègues occidentaux à propos de la situation qui se détériore dans le pays et de la souffrance des Afghans, notamment les femmes et les filles, paraissent immorales, à l'instar de leurs incitations à agiter la matraque des sanctions et à accroître la pression politique et économique sur les autorités de facto. Ils n'ont pas le courage d'admettre que voilà longtemps que leurs méthodes de prédilection ne sont plus efficaces. Leur comportement ne fera que porter préjudice aux Afghans ordinaires, sans rien changer fondamentalement à la situation sur le terrain. Il y a toutefois longtemps que cette approche ne nous surprend plus, et elle est aussi bien comprise par Kaboul, qui cherche sa propre voie pour développer l'Afghanistan sans compter sur l'assistance occidentale.

Nous partageons l'analyse du Secrétaire général sur la situation politique intérieure difficile qui règne en Afghanistan. Nous demeurons particulièrement préoccupés par les risques en matière de sécurité que font peser les activités terroristes de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan. Nous voyons qu'après 20 ans de présence étrangère, les terroristes ont ancré leur influence dans le pays et déstabilisent délibérément la situation en multipliant les attaques afin de créer un climat de peur et de désespoir. Ils ont clairement pour but de se présenter

comme une autre option possible. Leurs victimes sont des membres des minorités religieuses et ethniques, y compris des femmes et des enfants, et plus de 20 personnes ont péri dans une vague d'attentats très médiatisés au début du mois de juin. Ils cherchent également à déstabiliser les États voisins de l'Afghanistan. Du reste, ce n'est un secret pour personne que Daech bénéficie de l'appui de forces extérieures. Les militants eux-mêmes confirment que le groupe reçoit des fonds de services de renseignement étrangers, et qu'il y a des combattants terroristes étrangers dans leurs rangs. La sûreté et la sécurité des effectifs de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du personnel humanitaire sur le terrain peuvent également être menacées. Nous prenons acte des efforts des autorités de facto, mais il est évident que cela ne saurait suffire pour éliminer totalement la menace. Pendant ce temps, la possibilité que les activités terroristes débordent des frontières du pays pour se répandre dans d'autres parties de l'Asie centrale reste bien réelle.

En outre, le problème de la drogue est étroitement lié au terrorisme. Il est évident que, dans un contexte de faim et de pauvreté généralisées, sans aide internationale et régionale globale, l'Afghanistan aura du mal à faire face à lui tout seul aux difficultés que cela comporte. Il est plus important que jamais de soutenir les agriculteurs afghans. Toutefois, le United States Institute of Peace a publié un article au titre très révélateur « The Taliban's Successful Opium Ban Is Bad for Afghans and the World » (« Le succès de l'interdiction de l'opium par les Taliban est mauvais pour les Afghans et pour le monde »). Que dire de cela ?

Pour notre part, nous demeurons concentrés sur la situation socioéconomique dans le pays. Nous notons les efforts déployés par l'ONU et les organisations régionales pour apporter une aide humanitaire à l'Afghanistan, en particulier le travail désintéressé des organismes humanitaires et de leur personnel, qui sont prêts à rester sur le terrain et à porter secours aux Afghans en toutes circonstances. En même temps, nous voyons que ces efforts ne suffisent pas. Les donateurs occidentaux continuent de bloquer l'action de l'ONU qui vise à élargir l'aide au-delà des besoins les plus fondamentaux, en refusant catégoriquement de financer le développement et la reconstruction des écoles, des hôpitaux, et des routes entre les provinces et entre les villes et les campagnes. Nous continuons également de suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne les droits de tous les Afghans, y compris les femmes et les filles, et la formation d'un gouvernement véritablement inclusif, avec la participation de tous les groupes ethniques et politiques du pays.

Il est impossible d'instaurer une paix durable et pérenne en Afghanistan, sans avoir avec les nouvelles autorités un dialogue constant, patient et pragmatique sur un large éventail de questions pressantes. L'efficacité du travail de la MANUA est tributaire d'une approche globale. La Russie n'a de cesse de plaider pour un renforcement de la coopération avec l'Afghanistan, aux fins de parvenir à un règlement général. Nous travaillons avec nos partenaires de la région à la définition d'une seule et même façon d'aborder la situation dans le pays, et le processus de Moscou sert aussi cet objectif. Nous soulignons le potentiel du Groupe de contact sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération à cet égard. De plus, nous coordonnons également régulièrement nos positions sur ce dossier dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective et de la Communauté d'États indépendants. Nous avons participé à la réunion organisée par le Secrétaire général à Doha, les 1^{er} et 2 mai, avec les envoyés spéciaux pour l'Afghanistan. Dans nos échanges bilatéraux avec les autorités de facto, nous les encourageons à accélérer la réalisation de tous les objectifs annoncés au monde et à tenir les promesses y relatives.

Nous continuons d'apporter une aide humanitaire au peuple afghan et de développer la coopération sur le volet socioéconomique. Nous aimerions nouer des relations pragmatiques avec Kaboul, notamment en vue de remettre en état les infrastructures des entreprises que nous avons créées dans le pays.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Otunbayeva, de son exposé très clair, et M^{me} Shabana Basij-Rasikh de sa mise à jour remarquable qui a mis en lumière l'importance et le potentiel de l'éducation des filles et laissé entrevoir la possibilité de voir l'Afghanistan s'engager sur la voie de l'espoir.

Mais comme nous le savons tous, depuis la prise du pouvoir par les Taliban en août 2021, la situation du peuple afghan est marquée par des souffrances humanitaires, des difficultés économiques et des attaques incessantes contre les droits humains. Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Les deux tiers de la population afghane ont besoin d'une aide humanitaire en 2023. La production économique a chuté de plus de 20% depuis 2021. Plus de 2 millions de filles âgées de 7 à 11 ans sont officiellement privées d'accès à l'enseignement secondaire. Les Taliban ont promulgué plus de 50 décrets qui limitent les droits des femmes et des filles et ont empêché l'ONU de fournir une aide humanitaire

alors que le besoin s'en fait cruellement sentir. La situation évolue de manière négative et nos options sont limitées. Le peuple afghan reste notre priorité. Alors, que pouvons-nous faire collectivement dans les mois à venir ?

Premièrement, notre engagement à fournir un appui aux Afghans reste inébranlable. Nous soutenons les efforts déployés par l'ONU pour fournir une aide malgré le contexte difficile, tout en restant fidèles au principe selon lequel il ne devrait pas y avoir de fourniture d'aide sans l'inclusion des femmes. Depuis avril 2021, le Royaume-Uni a versé plus d'un demi-milliard de dollars pour faire face à la crise humanitaire en Afghanistan. Nous appelons les autres États Membres à augmenter leur financement, et soulignons que l'appel humanitaire révisé lancé par les Nations Unies, qui prévoit 3,2 milliards de dollars pour l'Afghanistan pour 2023, n'est actuellement financé qu'à hauteur de 14 %, selon le suivi effectué par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Deuxièmement, la communauté internationale doit continuer à faire passer un message uni aux Taliban. Nous avons énoncé nos attentes dans des résolutions consécutives du Conseil de sécurité en ce qui concerne l'accès humanitaire, le fait de couper tout lien avec les terroristes, le respect des droits humains et la gouvernance inclusive. En avril, nous avons adopté à l'unanimité la résolution 2681 (2023), qui condamne les restrictions imposées aux droits des femmes et des filles.

Enfin, ces attentes claires doivent se traduire par des conséquences concrètes. Si les Taliban continuent sur leur lancée, il sera inenvisageable de progresser sur la voie de la reconnaissance internationale. Les sanctions ne seront pas allégées. Nous savons que la poursuite d'un dialogue fondé sur ces principes fondamentaux est le seul moyen d'aller de l'avant. La réunion des envoyés spéciaux organisée par le Secrétaire général à Doha a constitué un premier pas dans la bonne direction. Et nous attendons également avec intérêt l'examen indépendant mené par l'Ambassadeur Feridun Sinirlioğlu. L'Afghanistan ne peut être autonome alors que 50 % de sa population est exclue de la société, et l'histoire a montré qu'il ne peut y avoir de paix stable ou durable lorsque de larges pans de la société et des groupes ethniques sont tenus à l'écart.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Roza Otunbayeva, et M^{me} Shabana Basij-Rasikh.

Nous prenons note des informations présentées dans l'exposé de la Représentante spéciale. Nous saluons le dévouement avec lequel l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a fait face aux

défis croissants sur le terrain et la position claire et ferme de l'ONU selon laquelle aucun membre du personnel féminin ne sera remplacé par un membre du personnel masculin. Dans la résolution 2681 (2023), adoptée en avril, l'Équateur et les autres membres du Conseil ont condamné la situation en Afghanistan en ce qui concerne les restrictions et les mesures discriminatoires imposées aux femmes. Mais la situation s'est encore détériorée et la possibilité d'un accord à court terme semble exclue.

S'agissant des difficultés en matière de sécurité, nous estimons que les actes terroristes attribués à Daech frappent la population civile de manière aveugle. Le nombre de personnes tuées et mutilées par des engins explosifs improvisés et les affrontements entre les éléments armés à la frontière entre l'Iran et l'Afghanistan continuent de propager la violence. En l'absence d'une présence institutionnelle, le seul moyen de s'en sortir est de renforcer le travail coordonné entre les organes compétents du système des Nations Unies, les organismes régionaux et les pays voisins, afin d'empêcher l'escalade de la violence frontalière, de soutenir la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le trafic de drogue, et d'empêcher que ce territoire ne devienne une menace contre la paix et la sécurité de la région.

Pour ce qui est de la détérioration de la situation des droits humains, notre délégation condamne les exécutions extrajudiciaires, les détentions arbitraires, la persécution et la torture de membres de l'opposition politique et d'anciens fonctionnaires du régime. Nous rejetons la persistance de politiques institutionnalisées de discrimination à l'égard des femmes et des filles, qui limitent leurs possibilités d'exercer leurs droits en matière d'éducation et de travail, et qui ont pour but d'éliminer leur présence et leur participation de toutes les sphères de la vie publique. Quant à la situation humanitaire précaire, le dernier rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires fait état de 28,8 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, de 15 millions de personnes menacées par l'insécurité alimentaire et d'une augmentation des taux de dénutrition et de malnutrition. Dans ce contexte, il est incompréhensible et inacceptable de persister à entraver les opérations humanitaires, ce qui aggrave la vulnérabilité des veuves, des femmes soutiens de famille, des femmes déplacées, handicapées ou malades et des enfants.

La communauté internationale ne peut se permettre de relâcher ses efforts coordonnés. Nous nous félicitons des stratégies mises en œuvre par le Secrétaire général, telles que la réunion qui a rassemblé les envoyés spéciaux afin de réfléchir à des initiatives qui permettraient de régler

la crise multidimensionnelle qui sévit en Afghanistan. Nous saluons également la mise en œuvre du programme de développement alternatif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui aide les petits exploitants agricoles à remplacer les cultures illicites par des cultures vivrières et des pâturages pour les petits animaux afin de renforcer l'économie à petite échelle. Nous encourageons les donateurs à poursuivre leurs efforts pour assurer le financement de l'aide humanitaire vitale. Dans ce contexte, où les femmes ont été empêchées de contribuer à la croissance économique, une autre solution est d'identifier les domaines dans lesquels elles peuvent continuer à apporter leur contribution et de fournir des ressources pour stimuler leur croissance et leur autonomisation.

Enfin, l'Équateur est attentif aux initiatives lancées par les pays voisins et d'autres pays de la région avec le régime, dans le but de faire évoluer les restrictions. Nous appelons à ce que toute interaction continue à donner la priorité au respect sans restriction des droits humains et à la participation plurielle et véritable de tous les acteurs de la société, en particulier les femmes. Nous réaffirmons notre volonté de soutenir toutes les initiatives visant à redonner aux Afghans la possibilité de vivre dans la dignité, la sécurité et la paix.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Otunbayeva de son exposé. Je remercie également M^{me} Shabana Basij-Rasikh, Fondatrice et Présidente de la School of Leadership, de l'exposé courageux et poignant qu'elle a présenté. Je voudrais tout d'abord réaffirmer notre appui à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et à l'ensemble du personnel de l'ONU et des travailleurs humanitaires qui continuent de venir en aide au peuple afghan.

L'Afghanistan reste le théâtre de l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. La situation d'urgence multidimensionnelle qui touche l'ensemble du pays se poursuit, les deux tiers de la population ayant besoin d'une aide humanitaire. Alors que 6 millions d'Afghanes et d'Afghans sont au bord de la famine, aucune stratégie n'a été mise en place pour répondre à ces besoins criants. Les travailleurs humanitaires se retrouvent aujourd'hui à œuvrer dans un espace humanitaire de plus en plus restrictif et réduit, en conciliant une action humanitaire fondée sur des principes avec les dilemmes liés à la collaboration avec les Taliban et à l'adhésion aux politiques définies par la communauté des donateurs humanitaires. Ils ont besoin de tout l'appui et de la plus grande souplesse possibles pour mener à bien leur travail vital dans un contexte aussi difficile.

Malte déplore la poursuite des efforts déployés par les Taliban pour codifier la ségrégation entre les sexes au sein de la société afghane et du système humanitaire et des Nations Unies dans le pays. Les autorités de facto ont promulgué plus de 520 décrets restrictifs depuis juillet 2022, au détriment de millions de femmes et d'enfants afghans.

Lors de récentes visites dans le pays, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles ont constaté que les Taliban continuaient de perpétuer les formes les plus extrêmes de discrimination systématique fondée sur le genre et de censure généralisée en adoptant des décrets restrictifs visant les femmes et les filles, et en abolissant les protections juridiques et les mécanismes de responsabilité applicables en cas de violence fondée sur le genre. Cela doit cesser, comme le Conseil l'a demandé dans la résolution 2681 (2023) adoptée à l'unanimité. Tous les décrets restrictifs doivent être annulés. Les droits fondamentaux des Afghanes doivent être respectés. Les femmes doivent être autorisées à réintégrer le marché du travail. Les femmes et les filles ont leur place sur le marché du travail, y compris celles qui sont employées par des organismes humanitaires internationaux et par l'ONU, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Les femmes et les filles doivent être autorisées à retourner dans les salles de classe. Les femmes et les filles ont leur place dans les salles de classe. Le droit des femmes et des jeunes filles à l'éducation doit également être garanti et respecté. Les rapports de l'UNICEF indiquant que les organisations internationales d'éducation sont sommées de quitter le pays sont extrêmement alarmants, et des millions de jeunes afghans, et pas seulement des filles, seront privés de leur droit à l'éducation suite à cette situation.

L'adoption de la résolution 2681 (2023) a constitué une étape importante. Nous demandons aux Taliban de respecter cette résolution et de rendre des comptes à la communauté internationale. En outre, nous saluons les efforts déployés par les organisations régionales et l'ONU, y compris le Secrétaire général, pour obtenir des résultats positifs dans les domaines des droits humains et de la lutte contre le terrorisme, étant donné que, selon de récentes informations, la menace terroriste régionale s'est intensifiée depuis le retour au pouvoir des Taliban.

Malte réaffirme son plein appui à la MANUA et à son mandat. La Mission œuvre en faveur de l'inclusion en Afghanistan, et le soutien qu'elle apporte à ses citoyens

revêt une importance vitale dans le pays. La protection du personnel des Nations Unies est primordiale, et nous nous félicitons des assurances données par les dirigeants de la Mission quant au fait qu'elle évalue en permanence la portée et les conséquences des interdictions imposées et réexamine leur statut. Alors que l'avenir du pays demeure terriblement incertain, nous exhortons les Taliban à adhérer aux principes consacrés par la Charte et le droit international et à respecter les droits fondamentaux des citoyens afghans.

Le Conseil de sécurité doit faire preuve de fermeté en exigeant des Taliban qu'ils annulent immédiatement et sans condition leurs décrets régressifs, et prennent des mesures qui sont dans l'intérêt de la population afghane en cette période où les besoins humanitaires sont considérables.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Otunbayeva, de son exposé. Je remercie également M^{me} Basij-Rasikh de son témoignage percutant. Nous ne pouvons que partager son avis sur le rôle fondamental de l'éducation en tant que fondement et point de départ d'une vie normale et prospère.

Cela fait presque deux ans que les Taliban ont pris le contrôle de l'Afghanistan. Ce pays est aujourd'hui en proie à une catastrophe humanitaire, et c'est le seul pays au monde à faire marche arrière. Il est difficile de trouver un autre exemple de pays qui, en l'espace de quelques mois, a reculé de plusieurs siècles. Selon certaines évaluations, l'économie est stable, mais nous nous demandons ce que cela signifie concrètement dans un contexte de pauvreté, de souffrance et de misère généralisées, alors qu'à l'heure où nous parlons, près des deux tiers de la population ont besoin d'une aide vitale pour survivre. Le sentiment de sécurité que le régime prétend avoir imposé, y compris par ses méthodes brutales et médiévales, ne peut occulter la présence importante de réseaux terroristes, ce qui fait craindre que le régime des Taliban ne redevienne un havre de terrorisme. Après tout, les Taliban ont clairement montré qu'ils n'étaient pas liés par leurs promesses. En particulier, les dirigeants ont méthodiquement réduit à néant les acquis de ces vingt dernières années en réprimant ou en menaçant les médias et les détracteurs du régime des Taliban, en ordonnant la dissolution des organisations de la société civile et en démantelant les services gouvernementaux chargés de promouvoir ou de faire respecter les droits humains. Les Taliban sont à nouveau en passe de faire de l'Afghanistan le manifeste médiéval des violations des droits humains. Ce pays est aujourd'hui

un trou noir sur la planète, de par la volonté et le choix des Taliban. Cette situation est scandaleuse, et cela n'aidera pas le pays à intégrer la communauté des nations. Elle ne fait que présager davantage d'isolement et d'exclusion.

Lorsque nous évoquons l'Afghanistan aujourd'hui, nous pensons aux Afghanes, femmes et filles, femmes qui revendiquent leurs droits. Nous entendons les échos de leurs appels désespérés à l'aide. En effet, il est désormais incontestable que les Taliban n'ont pas changé au cours des deux dernières décennies, mais que l'Afghanistan a évolué, ainsi que les Afghanes. La plupart d'entre elles ont connu la liberté et en ont joui, et elles sont instruites. Nombre d'entre elles étaient titulaires d'un diplôme universitaire et participaient à la vie sociale. Aujourd'hui, la haine ancestrale des femmes leur a tout pris : le droit à l'éducation, ainsi que la liberté de s'exprimer, de travailler, de voyager et même, depuis peu, de s'entraider.

Aucune autre thématique ne fait l'objet d'autant d'attention que l'offensive brutale que les autorités de facto livrent contre les femmes. Leur misogynie et leur sectarisme sont sans pareils, et la profondeur de leur dépravation est inégalée. Personne au monde ne craint plus les droits et l'émancipation des femmes que les Taliban. Cela semble être leur plus grande crainte et menace, leur cauchemar. Et comme si cela ne suffisait pas, comme nous l'a dit la Représentante spéciale, les Taliban veulent à présent jouer le rôle de département des ressources humaines pour le compte de l'Organisation des Nations Unies. Il y aurait de quoi rire si cette situation n'était pas tragique.

Nous condamnons à nouveau avec la plus grande fermeté les politiques répressives des Taliban et leur demandons de revenir immédiatement sur toutes les mesures despotiques qu'ils ont prises à l'égard des femmes et des filles, non seulement parce qu'elles sont injustes et vont à l'encontre des engagements internationaux de l'Afghanistan, mais aussi parce que le développement de tout pays dépend de la participation et du rôle des femmes.

Nous regrettons que les autorités de facto n'aient pas répondu aux appels répétés du Conseil de sécurité et d'autres acteurs internationaux à revenir sur les mesures et les politiques qui restreignent les droits universels des femmes et des filles. L'Albanie est solidaire des Afghanes et des Afghans, qui ont le droit de mener une vie normale, notamment d'exprimer librement leurs pensées et de faire entendre leur voix au sein d'un gouvernement représentatif et ouvert à toutes et tous. Nous attendons avec intérêt l'évaluation indépendante demandée par le Conseil et nous nous félicitons de la nomination du Coordonnateur spécial.

Je conclurai en réaffirmant notre appui aux efforts déployés par la MANUA pour s'acquitter de son mandat important, mais complexe, dans des circonstances extrêmement difficiles. Nous continuerons de soutenir le peuple afghan et ses aspirations à l'égalité des droits et à la prospérité.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale, M^{me} Otunbayeva, non seulement de son intervention, mais surtout de son travail précieux dans des circonstances très difficiles. Je voudrais aussi remercier M^{me} Shabana Basij-Rasikh pour son exposé qui ne peut pas nous laisser indifférents. Elle aura été, comme elle l'a dit

(l'oratrice poursuit en anglais)

« une enfant qui fréquentait des écoles secrètes »,

(l'oratrice reprend en français)

et nous voilà de retour dans une situation similaire. Ou comme l'a conclu le Secrétaire général à l'issue de la récente réunion des envoyés spéciaux, « il est difficile de surestimer la gravité de la situation en Afghanistan ».

Les interventions d'aujourd'hui confirment l'étendue de la crise multidimensionnelle. L'oppression des femmes et des filles n'en est certes pas le seul élément, mais certainement le plus criant. Nous avons pu en prendre la mesure lors des missions régulières de la Suisse sur place. Les restrictions de plus en plus sévères imposées par les Taliban mènent à une exclusion effective des femmes et des filles de la vie publique, politique, économique, culturelle et sociale. Cela exacerbe, en conséquence, les souffrances de toute la population en Afghanistan. À de nombreuses reprises, le Conseil a condamné ces mesures illégales, moralement répréhensibles et, surtout, économiquement désastreuses, et a réclamé leur abandon. À ce jour, alors que la résolution 2681 (2023) le demande clairement, aucune de ces restrictions n'a été révoquée officiellement. La Suisse félicite tous les acteurs et actrices et les organisations non gouvernementales qui ont réussi à conserver un espace pour continuer leur travail. Nous encourageons aussi la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) à poursuivre son engagement en faveur d'une participation pleine, égale, significative et sûre des femmes à la vie publique. Je voudrais souligner, à cet égard, trois aspects en particulier.

Tout d'abord, concernant le respect des droits humains et du droit international, le mépris flagrant des droits humains par les Taliban a des conséquences dramatiques non seulement sur les femmes, mais sur des familles et des communautés entières. Ce manque de respect des droits concerne également les enfants. Tous les enfants, filles et garçons, doivent pouvoir bénéficier d'un accès

à une éducation sûre et de qualité, nous l'avons entendu aujourd'hui encore. C'est non seulement leur droit, mais la scolarisation contribue à réduire leur vulnérabilité et est indispensable à la stabilité et à la prospérité futures de l'Afghanistan. Nous sommes en outre consternés par la décision récente de la Cour suprême, contrôlée par les Taliban, d'imposer la peine de mort, qui est incompatible avec le respect des droits humains et de la dignité humaine. De plus, la MANUA a constaté de nombreux cas de châtiments corporels. Leur interdiction constitue un principe fondamental du droit international. Nous encourageons donc la MANUA à poursuivre son engagement auprès des Taliban pour mettre fin à toutes ces pratiques et la remercions de cet engagement.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation économique, si nous constatons une stabilisation à bas niveau, les vulnérabilités de la population restent préoccupantes. La capacité de l'économie afghane à faire face à ces chocs est faible, et nous avons entendu de la Représentante spéciale qu'elle considère la situation humanitaire comme la plus grande crise mondiale. Un soutien humanitaire et la satisfaction des besoins de base resteront donc nécessaires. La Suisse rappelle que les Taliban sont responsables de subvenir aux besoins de la population afghane, sans discrimination aucune, et qu'ils doivent s'assurer que l'aide humanitaire et les services de base parviennent à toutes les personnes dans le besoin. La Suisse se félicite de la concertation étroite de la MANUA avec tous les acteurs et actrices pour trouver des solutions durables.

Troisièmement, la Suisse est préoccupée par les effets négatifs des changements climatiques sur l'Afghanistan et la région, ainsi que par la dégradation de l'environnement. Les sécheresses répétées, la désertification, les inondations et la pénurie d'eau potable sont les phénomènes les plus néfastes. La lutte pour les ressources naturelles limitées a un potentiel de conflit considérable entre les communautés, mais aussi entre l'Afghanistan et ses voisins. Et vu que près de la moitié de la population afghane souffre d'insécurité alimentaire aiguë, il est également urgent de mitiger les effets négatifs des changements climatiques pour améliorer durablement la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, nous saluons le travail de la MANUA auprès des communautés locales pour renforcer leur gestion des risques liés aux changements climatiques, ainsi que leur résilience.

Toute société doit inclure femmes et hommes, sans discrimination, avec le bien-être de l'ensemble de sa population comme mesure de sa force commune. Il faut donc de toute urgence assurer un meilleur respect du

droit international et des droits humains pour toutes les Afghanes et tous les Afghans. Il s'agit notamment aussi de garantir la participation active de la société civile et des organisations de femmes dans tous les domaines, y compris dans l'évaluation indépendante prévue par la résolution 2679 (2023). Je saisis cette occasion pour saluer la nomination de notre ancien collègue et pour lui souhaiter bon courage et du succès pour cette tâche qui n'est pas facile. Seule une solution politique permettra une sortie de la crise. La Suisse continue à soutenir le peuple afghan, nous avons bien entendu aussi les deux recommandations, l'ONU, et en particulier la MANUA, dans ces efforts.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je voudrais à mon tour remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M^{me} Roza Otunbayeva, ainsi que M^{me} Shabana Basij-Rasikh, pour leurs interventions.

La situation en Afghanistan demeure très préoccupante. Les Taliban continuent de fouler aux pieds les exigences de la communauté internationale et les résolutions du Conseil, dont la résolution 2593 (2021). Les Taliban poursuivent leur politique d'oppression systématique contre les Afghanes, et la France condamne, dans les termes les plus forts, la décision prise au mois d'avril dernier d'interdire aux Afghanes de travailler pour l'ONU. La hausse continue des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Afghanistan est inacceptable. Nous sommes également alarmés par les informations faisant état de nouvelles restrictions imposées aux organisations non gouvernementales internationales dans le domaine de l'éducation.

La situation sécuritaire demeure également alarmante. Les groupes terroristes ont trouvé refuge en Afghanistan, qu'il s'agisse de Daech ou d'Al-Qaïda. Nous suivons, enfin, avec une grande attention l'évolution de la situation en matière de drogues. L'ensemble de ces défis sont en réalité liés. L'exclusion des Afghanes, soit la moitié de la population, entrave le redressement économique du pays et sa stabilité à long terme, et elle crée ainsi un terreau fertile à la radicalisation et au terrorisme. La France continue de plaider pour une réponse unie de la communauté internationale. Je souhaite, à ce titre, insister sur quatre points.

Tout d'abord, l'adoption unanime de la résolution 2681 (2023) et le large soutien qu'elle a recueilli démontrent que la communauté internationale n'oublie pas les Afghanes. Il est prioritaire de continuer d'exiger que les Taliban reviennent sur les décisions qui entravent leur vie quotidienne, qui violent leurs droits et qui restreignent leurs libertés fondamentales.

Deuxièmement, nous continuons à soutenir le peuple afghan. L'aide humanitaire au service de la population afghane est inconditionnelle et elle doit le rester. La France a ainsi versé plus de 140 millions d'euros depuis le mois d'août 2021. Nous apportons notamment une aide dans le secteur médical, entre autres via l'Institut médical pour la mère et l'enfant de Kaboul. L'Union européenne et l'ensemble de ses États membres ont répondu aux besoins fondamentaux des Afghans dans le pays et dans la région à hauteur de près de deux milliards d'euros depuis l'année 2011. Cette aide doit pouvoir être acheminée à l'ensemble des personnes qui en ont besoin. Elle doit pouvoir être acheminée en conformité avec les principes humanitaires et du droit international, sur lesquels la France ne transigera pas.

Troisièmement, il nous faut continuer, collectivement, à souligner que nous attendons des gestes concrets de la part des Taliban, et ce, sur la base des cinq exigences que nous leur avons posées dans la résolution 2593 (2021).

Enfin, nous continuerons de soutenir la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, la Représentante spéciale du Secrétaire général, l'ensemble des organismes des Nations Unies sur le terrain, et l'ensemble de leurs partenaires qui œuvrent sur le terrain au bénéfice de la population afghane.

La Présidente (parle en anglais) : Je rappelle l'engagement pris par le Conseil de sécurité dans la note S/2017/507 de faire un meilleur usage de ses séances publiques et j'encourage tous les orateurs et oratrices restants à limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de trois minutes.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Faiq (Afghanistan) (parle en anglais) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de nous avoir réunis aujourd'hui, ainsi que de votre direction avisée. Je remercie également la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M^{me} Otunbayeva, de son exposé, et M^{me} Shabana Basij-Rasikh de ses observations touchantes et très enrichissantes. Elle est une icône, une source d'inspiration et un symbole de résilience et de courage pour les millions d'Afghanes qui sont confrontées aux forces obscures en Afghanistan.

Nous nous félicitons des observations des membres du Conseil qui ont réaffirmé leur détermination à continuer de défendre les droits fondamentaux de la population afghane, en particulier les femmes et les filles, et nous les remercions des efforts qu'ils déploient pour garantir

la paix, la stabilité et la sécurité en Afghanistan. Nous remercions également les États Membres, les donateurs, les entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et tous les acteurs de l'appui vital qu'ils continuent d'apporter, en particulier en réponse à la crise humanitaire.

Cela fait bientôt deux ans que les Taliban ont pris le pouvoir, et il n'y a pas la moindre lueur d'espoir d'un avenir positif pour la population afghane, y compris pour les 28 millions de personnes qui ont désespérément besoin d'une aide humanitaire. Parmi elles se trouvent des millions de réfugiés afghans, des déplacés, des personnes handicapées, des jeunes, ainsi que des femmes et des filles, qui représentent la moitié de la population afghane.

Ces deux dernières années, l'ensemble de la communauté internationale a entretenu le dialogue et les discussions avec les Taliban, dans l'espoir d'une réponse positive à ses demandes, qui sont aussi celles du peuple afghan. Or, non seulement les Taliban n'y ont pas donné suite, mais ils sont en plus dans le déni le plus complet et tentent de justifier leurs actions en arguant d'une version déformée de la religion et des traditions, qu'ils interprètent à leur guise.

Sur la scène internationale, ils ont eu recours à une politique de chantage et d'extorsion vis-à-vis de l'ONU et des organisations non gouvernementales (ONG). Sur le plan national, ils sont revenus aux pratiques draconiennes des années 90 : ils ont eu recours à l'intimidation et à la répression dans le but de consolider leur pouvoir et leur autorité, et ils ont imposé des restrictions et isolé le peuple afghan. Deux ans plus tard, les conditions en Afghanistan ne se sont en rien améliorées. Nous assistons à une aggravation de la situation sur les plans humanitaire, politique, des droits humains et de la sécurité.

La situation économique et humanitaire s'est aggravée, la majorité de la population ne pouvant satisfaire ses besoins essentiels et n'ayant pas accès à l'aide humanitaire. Quatre-vingt-dix-sept pour cent de la population vit dans la pauvreté et les deux tiers des Afghans ont besoin d'une aide humanitaire pour survivre. Vingt millions de personnes se trouvent dans une situation de famine aiguë. Le chômage augmente et l'afflux de migrants se poursuit malgré les nombreux défis, épreuves et risques, au rang desquels la noyade, les persécutions, les arrestations ou les expulsions. En dépit des affirmations des Taliban concernant l'augmentation des recettes nationales provenant des prélèvements fiscaux, des droits de douanes et autres taxes, aucun changement n'est constaté dans la vie des gens ordinaires et il n'existe ni obligation de rendre

compte ni transparence quant aux dépenses couvertes par le budget national et les recettes intérieures.

Le peuple afghan et la communauté internationale partagent la même inquiétude. Une vingtaine d'années après que les Afghanes ont recouvré leurs droits, les femmes et les filles se voient à nouveau interdire une éducation de qualité et l'accès aux parcs d'attractions, aux gymnases et aux salles de sport. Les femmes n'ont plus le droit de travailler dans les bureaux des ONG. Elles ont été littéralement exclues de la fonction publique et du pouvoir judiciaire.

Aujourd'hui, en Afghanistan, les femmes et les filles sont confrontées à un apartheid et à une persécution fondés sur le genre. Elles doivent respecter un code vestimentaire strict et ne sont pas autorisées à parcourir plus de 75 kilomètres sans un chaperon masculin. Les Taliban violent systématiquement les droits des femmes et des filles. Leurs manières de faire sont de plus en plus rétrogrades et ils recourent à des pratiques draconiennes, cruelles et inhumaines.

Le peuple afghan attend de la communauté internationale qu'elle adopte une approche unie et cohérente face à l'érosion croissante des droits humains et à la poursuite des arrestations arbitraires, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et de la torture d'anciens fonctionnaires et membres du personnel de sécurité, de militants des droits humains, de journalistes et de manifestants, ainsi que de civils, sous prétexte qu'ils auraient des liens avec Daech, autant d'actes constitutifs de violations du décret d'amnistie des Taliban et de crimes contre l'humanité. Ils ont en outre eu recours à des châtiments corporels, souvent en public, ce qui constitue des actes de torture et des mauvais traitements au regard du droit international, en plus d'avoir plus largement muselé les médias et la société civile.

Dans un rapport publié récemment, Amnesty International mentionne que les Taliban ont infligé des châtiments collectifs, notamment dans les communautés où ils ont établi et déployé leurs forces. Ils ont exercé des représailles contre les combattants capturés et ont pris pour cible la population civile pour la contraindre à se soumettre et à obéir, en particulier les personnes soupçonnées d'être associées à l'ancien Gouvernement.

La liste des crimes de guerre et des violations du droit international humanitaire commis par les Taliban est longue : torture, exécutions extrajudiciaires, prises d'otages, incendies volontaires d'habitations civiles, expulsions forcées et privations arbitraires de liberté. Toutefois,

au-delà de chaque acte individuel visant à susciter la peur, ce mode opératoire pris dans son ensemble constitue une peine collective, qui est en soi un crime de guerre.

Bon nombre de ces préoccupations ont été confirmées une fois de plus, il y a deux jours, au cours d'une séance du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits humains en Afghanistan. Le Rapporteur spécial, des militantes afghanes, des États Membres et d'autres participants ont décrit en détail les violations graves, systématiques et constantes des droits humains dans le pays. Nous remercions le Rapporteur spécial Richard Bennett d'avoir mis en lumière ce qu'il a appelé, à juste titre, la situation étouffante dans laquelle se trouvent les femmes et les filles en Afghanistan en raison des actions et des politiques des Taliban, ainsi que d'autres violations des droits humains commises contre des composantes plus larges de la société. Dans le même temps, nous espérons que la communauté internationale prendra de nouvelles mesures résolues afin de garantir que les auteurs des graves violations des droits humains en répondent.

Les Taliban n'ont pas tenu leurs promesses d'essayer d'être plus inclusifs, de rompre avec les groupes terroristes, de respecter les droits humains universels et de prendre des mesures pour veiller à ce que l'Afghanistan ne puisse faire peser quelque menace sur la sécurité d'autres pays. Comme cela a été confirmé dans le récent rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (voir S/2023/370), les Taliban continuent d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, ainsi qu'avec près de 20 autres entités terroristes. La présence de combattants terroristes étrangers et le fait que Tehrik-eTaliban Pakistan ait pu trouver refuge et s'installer dans les provinces du nord de l'Afghanistan sont extrêmement alarmants. Toute expulsion forcée ou tentative d'opérer des changements démographiques sur la base de l'appartenance ethnique ou religieuse ne peut que susciter une profonde hostilité et entraîner un conflit dans le pays.

L'association des Taliban avec des groupes terroristes ne doit pas préoccuper seulement les pays voisins de l'Afghanistan, mais toute la communauté internationale. Il est essentiel de mettre en place, aux niveaux régional et international, une stratégie antiterroriste globale, unifiée et cohérente, qui fasse preuve d'une tolérance zéro à l'égard de tous les groupes terroristes, sans distinction ni traitement préférentiel à court terme. Il n'y a pas de bons ou de mauvais terroristes. Le peuple afghan a toujours été au premier rang des victimes du terrorisme, qui est l'antithèse des droits humains, de l'indépendance et du développement.

Sur le plan politique, les Taliban ont fermé la porte à l'inclusion, aux échanges ou au dialogue avec le peuple afghan. L'Équipe de surveillance indique dans son rapport que les Taliban sont revenus aux politiques d'exclusion et autocratiques des années 90. Les Taliban ne représentent ni un groupe ethnique particulier en Afghanistan, ni les vraies valeurs islamiques ou les traditions culturelles de l'Afghanistan. Toutefois, leurs politiques discriminatoires fondées sur leur idéologie extrémiste auront pour effet d'accroître les tensions sociales et internes, ainsi que de compliquer et d'exacerber encore la crise dans le pays.

Les Taliban contredisent eux-mêmes leurs affirmations paradoxales selon lesquelles ils luttent contre le terrorisme et les stupéfiants. Les hauts dirigeants des Taliban sont impliqués dans la production et le trafic de drogues, notamment d'opium, d'héroïne et de méthamphétamines, qui représentent désormais une part importante des exportations illicites de l'Afghanistan sous le régime des Taliban. Malgré certaines spéculations évoquant des dissensions ou des désaccords dans leurs rangs, la majorité des Taliban partagent la même idéologie extrémiste concernant les droits humains et les droits des femmes. En fait, il n'existe aucun plan pour sortir de l'impasse nationale et internationale actuelle et mettre un terme à l'isolement de l'Afghanistan. Les Taliban se contentent de profiter du statu quo et de continuer à exploiter les finances et les ressources nationales à leur profit personnel, sans tenir compte des intérêts de la population. En réalité, les dissensions et désaccords portent tous sur le partage du pouvoir et la répartition des ressources. Le peuple afghan paie un lourd tribut au pouvoir imposé par un groupe autocratique et extrémiste.

Malgré cette situation difficile, le peuple afghan est déterminé à surmonter la crise et à parvenir à une certaine stabilité. Nous savons que c'est à nous, les Afghanes et les Afghans, qu'incombe en premier lieu la responsabilité de l'instauration de la paix dans notre pays. Au cours des deux dernières années, des Afghans de tous horizons et de tous âges, en Afghanistan et à l'étranger, ont travaillé sans relâche et fait entendre leur voix pour défendre leurs droits, les acquis obtenus de haute lutte au cours des deux dernières décennies et les valeurs nationales.

Au cours de l'année écoulée, la société civile, des groupes de femmes et de jeunes ainsi que des mouvements et partis politiques se sont mobilisés et ont engagé une activité politique organisée. Bien que les différents groupes aient des vues divergentes sur la solution à apporter, l'objectif principal est de se rassembler autour d'un programme national fondé sur l'unité nationale. Non

seulement cet effort se poursuivra, mais il se renforcera avec le temps. Toutefois, je ne soulignerai jamais assez combien il importe que la communauté internationale joue un rôle plus important pour nous aider à surmonter cette crise. Un gouvernement légitime reflétant la volonté du peuple est l'impératif du moment.

À la lumière de la situation actuelle, nous sommes convaincus que la communauté internationale doit adopter une nouvelle approche cohérente et unifiée à l'égard de l'Afghanistan et une coopération fondée sur des principes. À cet égard, nous nous félicitons de la décision du Conseil de sécurité de procéder à une évaluation indépendante visant à assurer une meilleure coordination ainsi qu'une approche et des efforts internationaux plus intégrés en faveur de la stabilité en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'évaluation, qui seront présentés en novembre.

La décision de procéder à une évaluation et la récente réunion de l'ONU sur l'Afghanistan, organisée par le Secrétaire général et à laquelle a participé un large groupe de représentants spéciaux de nombreux pays, y compris de la région, ont fait naître l'espoir d'un consensus international croissant sur l'Afghanistan. Nous espérons voir cette dynamique se développer et se renforcer à l'avenir. Nous pensons qu'il est essentiel de garantir la participation des représentants du peuple afghan dans le cadre de la suite donnée à la réunion de Doha et d'adopter une feuille de route connexe visant à parvenir à un règlement politique global par le biais d'un dialogue national afin de progresser sur la voie de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

En outre, le temps et l'expérience ont prouvé que le dialogue et la coopération, surtout uniquement avec les Taliban, n'ont pas donné de résultats. Il est donc temps que la communauté internationale engage des échanges structurés avec les forces politiques démocratiques afin de contribuer à trouver une solution concrète à la crise. Il faut donner aux forces politiques démocratiques la tribune nécessaire et des possibilités de contribuer à l'amélioration et, à terme, à la stabilisation de la situation, en tenant compte de la volonté du peuple.

En outre, et surtout, les efforts internationaux doivent désormais donner la priorité au lancement d'un processus politique en vue d'un règlement politique par le biais d'un dialogue national. La crise en Afghanistan est avant tout de nature politique, et requiert donc une solution politique. Jusqu'à présent, l'attention de la communauté internationale s'est surtout concentrée sur les questions relatives aux droits humains et sur la situation humanitaire. S'il est important de se concentrer sur ces questions

et sur d'autres, il ne faut pas pour autant négliger la composante politique du dilemme. Il serait préférable que la communauté internationale s'unisse pour créer un environnement propice à l'ouverture de négociations.

Hier, nous avons célébré la Journée mondiale des réfugiés, qui a été l'occasion de réfléchir au sort de millions de réfugiés à travers le monde et de rendre hommage à la force et à la résilience dont ils font preuve pour surmonter les défis et les difficultés. Nous saisissons cette occasion pour appeler la communauté internationale, en particulier les pays d'accueil, à fournir aux réfugiés afghans le soutien dont ils ont besoin et à assurer leur protection, leur sécurité et leur bien-être, en particulier en ce moment où ils cherchent à se réfugier à l'étranger pour fuir les difficultés et les persécutions dans leur pays.

Je voudrais terminer en soulignant que la situation actuelle en Afghanistan et les défis et menaces qui pèsent sur la sécurité du pays sont une source de préoccupation majeure pour le peuple afghan et la communauté internationale. Ne pas y remédier aura de graves conséquences pour le pays, la région et la communauté internationale dans son ensemble. Nous espérons donc voir la communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, agir dans l'unité et le consensus pour empêcher que l'Afghanistan ne devienne une plaque tournante du terrorisme et pour que soit trouvé un règlement global qui conduise à la formation d'une structure et d'un système politiques légitimes et rassembleurs qui reflètent les aspirations de la population et bénéficient de son soutien, afin que nous puissions instaurer une paix, une stabilité et une prospérité durables et à long terme dans le pays.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Tadjikistan.

M. Hikmat (Tadjikistan) (*parle en anglais*) : Nous remercions la délégation des Émirats arabes unis d'avoir organisé l'importante séance d'information d'aujourd'hui. Je remercie également les intervenants.

Le 15 août 2023, nous commémorerons le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des Taliban en tant qu'autorités de facto en Afghanistan. La situation dans le pays reste aujourd'hui compliquée et imprévisible, et risque de se détériorer davantage. En outre, un ensemble de problèmes socioéconomiques, des violations généralisées des droits humains, en particulier des droits des femmes et des filles, la poursuite de la politique de discrimination ethnique contre la population non pachtoune et l'absence d'un Gouvernement inclusif et de ressources humaines ont plongé le pays dans une grave crise politique et humanitaire.

Selon les estimations de l'ONU, les besoins humanitaires globaux en Afghanistan continuent d'augmenter, et on estime que 28,3 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2023. Dans cette situation désastreuse, une interdiction de voyager a été imposée aux travailleuses humanitaires, obligeant de nombreuses organisations à interrompre leurs activités et affectant gravement les populations dans le besoin, en particulier les femmes et les filles.

En effet, la détérioration de la situation des femmes en Afghanistan est particulièrement préoccupante. L'annonce, en décembre 2022, de décisions portant suspension de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur et leur interdisant de travailler dans les organisations non gouvernementales nationales et internationales a encore réduit les droits fondamentaux des femmes et des filles. Les exécutions extrajudiciaires, les arrestations et détentions arbitraires, la torture et les mauvais traitements infligés à d'autres groupes ethniques, en particulier aux personnes accusées d'affiliation au Front national de résistance dans la province de Panjchir, ainsi qu'à d'anciens fonctionnaires, en violation de l'amnistie générale annoncée en août 2021, restent pour nous un sujet de vive préoccupation.

Bien que les Taliban insistent publiquement sur le fait qu'il n'y a pas en Afghanistan d'autres groupes terroristes étrangers que l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorasan, selon nos informations, des groupes terroristes tels qu'Al-Qaida, Hezb-e Tahrir, le Mouvement islamique du Turkestan oriental, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, Tehrik-eTaliban Pakistan et Jamaat Ansarullah, sont actuellement présents en Afghanistan et constituent une menace sérieuse pour les pays voisins. Nous sommes également très préoccupés par le renforcement quotidien de la concentration sans précédent de différents groupes terroristes près de nos frontières. Malheureusement, l'instabilité politique persistante dans le pays, les conflits interethniques, l'absence de gouvernance efficace et les luttes de pouvoir internes créent un climat qui permet à ces groupes de prospérer et de rallier le soutien des populations locales. Le transfert vers le nord de l'Afghanistan, une région principalement dominée par des groupes ethniques non pachtounes, de membres de groupes terroristes de l'ethnie pachtounne et d'autres ressortissants étrangers contribue à attiser la division et à la méfiance entre les groupes ethniques et aggrave la situation en matière de sécurité déjà fragile à la frontière avec l'Afghanistan.

En outre, malgré l'interdiction des stupéfiants par les autorités de facto en avril 2022, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a indiqué qu'à ce jour, les mesures de répression n'avaient pas été appliquées de

façon uniforme. Ainsi, les forces de l'ordre du Tadjikistan ont saisi 4,2 tonnes de stupéfiants à la frontière avec l'Afghanistan en 2022, contre 2,4 tonnes en 2020. Dans ce contexte, nous rappelons la proposition du Président du Tadjikistan, S. E. M. Emomali Rahmon, de créer une ceinture de sécurité autour de l'Afghanistan, avec l'adoption d'un ensemble complet de mesures pour s'attaquer aux problèmes de sécurité et aux menaces en matière de sécurité émanant du pays et pour favoriser le développement de conditions socioéconomiques favorables dans les zones frontalières.

Le Tadjikistan réaffirme son engagement à fournir une aide humanitaire et un appui au peuple afghan en cette période difficile. Nous continuerons de collaborer avec nos partenaires internationaux, y compris les organisations régionales, pour répondre aux besoins humanitaires urgents liés à l'évolution de la situation en Afghanistan. Nous avons donc offert nos infrastructures aux organisations internationales pour qu'elles puissent acheminer l'aide humanitaire. Nos six ponts à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan sont disponibles à cet effet. Nous facilitons l'acheminement de l'aide en passant par ces points de contrôle, en collaboration avec l'ONU.

En outre, nous exportons un certain nombre de produits essentiels vers l'Afghanistan, notamment des matériaux de construction, des produits agricoles et des denrées alimentaires. Nous n'avons jamais cessé de fournir de l'électricité au peuple afghan. Cette électricité est destinée aux provinces du nord de l'Afghanistan et à Kaboul. Le point de passage de Panji Poyon-Sherkhon Bandar continue de faciliter l'acheminement de produits de première nécessité et de fournitures essentielles vers l'Afghanistan.

Pour terminer, le Tadjikistan est prêt à appuyer tous les efforts constructifs qui contribueront à une paix, une stabilité et une prospérité durables en Afghanistan et dans toute la région d'Asie centrale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Irvani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je remercie les Émirats arabes unis d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également M^{me} Otunbayeva, la Représentante spéciale, de son exposé.

Nous prenons note du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan. Le rapport indique que les autorités de facto maintiennent la stabilité et gèrent l'économie afghane. Toutefois, l'ampleur des besoins humanitaires en Afghanistan reste considérable et omniprésente.

La saisie des avoirs de l'Afghanistan à l'étranger et les sanctions unilatérales ont considérablement aggravé la situation actuelle et constituent des obstacles externes importants à une gestion efficace de la situation humanitaire dans le pays.

L'aide humanitaire doit rester impartiale et inconditionnelle, en veillant à ce qu'elle parvienne à ceux qui en ont besoin sans aucune ingérence politique ou extérieure. Il est essentiel que la communauté internationale respecte ses engagements humanitaires, fasse preuve de solidarité et de sympathie à l'égard du peuple afghan, lui donne espoir et lui ouvre un parcours vers un avenir plus stable et prospère. De même, le déblocage des avoirs gelés et la levée des sanctions unilatérales sont essentiels pour soutenir l'économie afghane et contribuer à son relèvement.

En tant que pays voisin qui partage une longue frontière avec l'Afghanistan et qui accueille un million de ses citoyens, nous sommes profondément préoccupés par les répercussions potentielles de la situation actuelle sur la sécurité et la stabilité de l'ensemble de la région, en particulier celles des pays voisins. En dépit de l'amélioration relative des conditions de sécurité, la présence continue de groupes affiliés à Daech et à Al-Qaida en Afghanistan, ainsi que le trafic de drogue, continuent de représenter une menace importante et immédiate non seulement pour l'Afghanistan, mais aussi pour les pays voisins et l'ensemble de la région, ainsi que pour la communauté internationale dans son ensemble.

Selon un rapport de l'ONU, l'interdiction du trafic de drogue en Afghanistan n'est pas pleinement mise en oeuvre, ce qui permet au trafic d'opium de continuer dans tout le pays. En outre, la multiplication des laboratoires et sites clandestins impliqués dans la production et le trafic de substances industrielles telles que la méthamphétamine suscite de plus en plus d'inquiétudes. Le fait que certaines de ces activités illicites dépassent les frontières ne fait qu'exacerber nos inquiétudes. Nous appuyons les efforts continus que déploie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour surveiller la culture de l'opium en Afghanistan.

Malgré les appels internationaux répétés en faveur de la création d'un gouvernement inclusif, les autorités de facto n'ont pas progressé vers une véritable inclusion ethnique et politique. Au lieu de cela, elles ont imposé des restrictions et des contraintes encore plus strictes aux femmes et aux filles en Afghanistan, limitant gravement leur accès à l'éducation. On craint également que les autorités de facto tentent délibérément d'éroder les liens culturels, linguistiques et historiques des Afghans avec le

farsi, tout en essayant d'asseoir la domination culturelle des Pachtones sur les autres groupes ethniques et de modifier la structure démographique des provinces hazara et tadjik. Ces mesures ont des conséquences négatives sur la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan et doivent être annulées afin de protéger les droits fondamentaux de tous les Afghans.

Nous réaffirmons notre appui indéfectible aux efforts de l'ONU, notamment ceux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui sont essentiels pour garantir la paix et la stabilité en Afghanistan, en particulier au vu de la situation actuelle. Dans ce contexte, l'Iran salue l'initiative prise par le Secrétaire général de réunir les envoyés spéciaux des pays concernés pour l'Afghanistan à Doha les 1^{er} et 2 mai. Nous appuyons la convocation d'une deuxième réunion dans le cadre de cette initiative, et nous gardons l'espoir que sous la direction de l'ONU, la communauté internationale continuera de fournir une aide humanitaire et une aide au développement cruciales à l'Afghanistan.

Nous saluons la nomination de M. Feridun Sinirlioğlu au poste de Coordonnateur spécial chargé de la tâche cruciale qui consiste à mener une évaluation indépendante sur l'Afghanistan. Nous sommes prêts à collaborer étroitement avec lui dans l'accomplissement de son mandat.

Pour terminer, nous tenons à souligner la nécessité de coopérer collectivement pour aider l'Afghanistan à reconstruire son économie et à créer des conditions favorables pour sa population et pour permettre aux réfugiés afghans de rentrer dans des conditions sûres.

Tout en reconnaissant que les Taliban ne se sont pas acquittés de tous leurs engagements, nous devons maintenir une collaboration constructive avec les autorités de facto, par l'intermédiaire de la MANUA, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles pour le peuple afghan et l'ensemble de la communauté internationale. Cette approche profite à tous : au peuple afghan, à ses voisins, à l'ensemble de la région et à la communauté internationale. Compte tenu des enseignements retenus des expériences passées d'isolement des Taliban, il est essentiel que l'Afghanistan ne subisse pas le même sort.

L'Iran reste déterminé à collaborer étroitement avec les autres pays voisins, les partenaires concernés et l'ONU pour contribuer à la réalisation d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables en Afghanistan.

Enfin, en ce qui concerne le récent incident survenu à la frontière entre les forces frontalières iraniennes et les forces de sécurité des Taliban, dont ont

parlé les Représentants permanents du Mozambique et de l'Équateur, je tiens à souligner que malheureusement, cet incident regrettable s'est produit en raison des capacités et de la formation inadéquates des forces de sécurité des Taliban. Nous continuons de collaborer de manière constructive avec les autorités de facto afin de gérer ces incidents inutiles et d'empêcher qu'ils se reproduisent. Nous espérons que les autorités de facto honoreront leurs obligations internationales, en particulier les obligations de l'Afghanistan en ce qui concerne les activités frontalières avec ses voisins.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Kirghizistan.

M^{me} Kasymalieva (Kirghizistan) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier la présidence émirienne du Conseil d'avoir organisé le présent débat sur l'Afghanistan. Je souhaite la bienvenue à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Roza Otunbayeva, et je la remercie de son exposé détaillé. Je remercie également les autres orateurs de leurs déclarations importantes. Nous saluons par ailleurs les efforts que déploient l'ONU et d'autres organisations internationales, y compris des organisations humanitaires, pour répondre aux besoins humanitaires du peuple afghan.

Nous remercions le Qatar, l'ONU et les autres acteurs qui ont organisé la réunion de haut niveau des envoyés spéciaux pour l'Afghanistan, qui s'est tenue début mai à Doha. Nous estimons qu'il est important de mener des consultations permanentes avec les pays de la région et de l'extérieur afin de maintenir la paix et la sécurité en Afghanistan.

Le Kirghizistan est solidaire de la communauté internationale alors qu'elle s'efforce de surmonter la crise humanitaire et de stabiliser la situation en Afghanistan par des moyens exclusivement pacifiques à la table des négociations.

Pour le Kirghizistan, la paix et la stabilité en Afghanistan sont l'une des priorités du système de sécurité régionale. C'est pourquoi mon pays est profondément attaché à la paix et à la stabilité en Afghanistan et est prêt à établir des relations de bon voisinage avec ce pays. Dans le même temps, compte tenu de son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, le Kirghizistan respecte le droit du peuple afghan à décider de l'avenir de son pays.

Depuis que les Taliban ont pris le pouvoir en Afghanistan en août 2021, notre mission diplomatique poursuit son travail. Actuellement, avec l'appui de donateurs

internationaux, environ 500 Afghans étudient dans des universités kirghizes.

Je me fais l'écho des commentaires d'autres orateurs qui ont souligné que le respect des droits humains est primordial. À cet égard, il est essentiel de prendre des mesures pour assurer la participation réelle des femmes dans tous les domaines, y compris l'accès à l'éducation. Nous partageons les préoccupations de la communauté internationale concernant la violation des droits des femmes à l'éducation et au travail en Afghanistan. Le Kirghizistan reste un État ami de l'Afghanistan, car nous entretenons des relations de bon voisinage et partageons une religion et une culture communes. Il estime qu'il faut tendre la main au peuple afghan afin d'éviter une nouvelle escalade des tensions dans le pays.

À ce titre, il importe que l'économie afghane soit réintégrée dans les processus régionaux. Le Kirghizistan, qui dispose d'importantes ressources hydroélectriques, est intéressé par la mise en œuvre effective du projet énergétique CASA-1000, qui vise à exporter de l'électricité vers l'Asie du Sud via l'Afghanistan. Nous sommes prêts à collaborer de manière active et constructive avec la communauté internationale et le Gouvernement afghan de facto pour stabiliser la situation le plus rapidement possible et rétablir la paix en Afghanistan. Nous exprimons l'espoir que le peuple afghan, plein de sagesse, sera en mesure de surmonter comme il convient les conséquences de nombreuses années de guerre et d'édifier un État prospère qui tienne compte de ses droits et de ses intérêts, ainsi que d'instaurer une paix et une stabilité à long terme en Afghanistan et dans la région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Prakash Gupta (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Roza Otunbayeva, et M^{me} Basij-Rasikh de leurs exposés.

En tant que voisine immédiate et partenaire de longue date de l'Afghanistan, et compte tenu de la force de nos liens historiques et civilisationnels avec le peuple afghan, l'Inde a un intérêt direct à favoriser le retour de la paix et de la stabilité dans le pays, et nous continuons de suivre de près l'évolution de la situation en Afghanistan.

Au vu de la détérioration de la situation humanitaire et des appels urgents lancés par les organismes des Nations Unies, l'Inde a livré 40 000 tonnes de blé et 150 tonnes d'aide médicale comprenant des médicaments, des vaccins et d'autres articles médicaux. Récemment, nous avons aussi distribué 500 vêtements d'hiver et plus

de 5 000 articles de papeterie aux élèves du lycée Habibia de Kaboul. L'Inde a également noué un partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) sur le plan humanitaire et fourni 1 100 trousseaux d'hygiène féminine et des couvertures aux centres de réadaptation pour femmes de l'ONUDD en Afghanistan. J'ai le plaisir d'annoncer que nous avons commencé ce mois-ci à acheminer 20 000 tonnes de blé par le port de Chabahar, en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM). À l'heure actuelle, la première tranche, composée de 2 500 tonnes de blé, a déjà été remise à l'entrepôt du PAM dans la province du Hérat en vue d'une distribution interne ultérieure, et la prochaine tranche de 2 500 tonnes supplémentaires est en cours d'acheminement via le port de Chabahar.

Nous jugeons important de parvenir à un consensus international sur les questions liées à l'Afghanistan. Notre approche collective est définie dans la résolution 2593 (2021). D'une manière générale, nos priorités communes et immédiates sont la fourniture d'une aide humanitaire au peuple afghan, la formation de structures gouvernementales inclusives et représentatives, la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue et la protection des droits des femmes, des enfants et des minorités. L'Inde salue et appuie l'action menée par l'ONU en Afghanistan. Nous avons déjà établi des partenariats avec plusieurs organismes des Nations Unies sur le terrain et continuons sur cette lancée pour le bien-être de la population afghane. Nous sommes prêts à contribuer aux efforts déployés par le Secrétaire général pour trouver le moyen de faire évoluer la situation.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je prie le Conseil de sécurité d'excuser la longueur de ma déclaration.

Je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que la délégation des Émirats arabes unis, de votre présidence très réussie du Conseil ce mois-ci et de l'organisation de cet important débat sur la situation en Afghanistan. Je tiens en outre à remercier la Représentante spéciale, M^{me} Otunbayeva, de l'excellent exposé qu'elle nous a présenté ce matin, ainsi que M^{me} Basij-Rasikh de son intervention émouvante.

Dans l'attente de l'évaluation indépendante de la situation en Afghanistan par l'Ambassadeur Feridun Sinirlioglu, nous estimons qu'il y a actuellement des raisons d'être à la fois optimistes et pessimistes à l'égard de l'Afghanistan.

Parmi les aspects positifs, nous constatons que les conditions de sécurité se sont considérablement améliorées, ce qui favorise le commerce et les échanges, entre autres avantages. Le Gouvernement intérimaire est stable et sûr. Il n'y a pas de menace interne crédible, et personne ne doit encourager quiconque à poser une telle menace. Le Gouvernement intérimaire afghan a assez bien géré l'économie afghane, en particulier les échanges, le commerce et la collecte des recettes. L'économie de l'opium a été réduite, et le Gouvernement intérimaire afghan collabore avec tous ses voisins immédiats, à savoir la Chine, l'Iran, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, ainsi qu'avec les pays de la région, et il est prêt à coopérer avec le reste de la communauté internationale.

En ce qui concerne les aspects négatifs, la situation humanitaire reste désastreuse et est aggravée par les effets des changements climatiques et des sanctions. Les restrictions inacceptables imposées aux femmes et aux filles ont été étendues, au lieu d'être levées. Le Pakistan continuera de tout mettre en œuvre pour trouver une solution durable et mutuellement acceptée sur cette question importante. Les progrès en matière d'inclusion politique ont été limités, et la menace que représentent les organisations terroristes en Afghanistan et depuis son territoire persiste. Alors qu'Al-Qaïda n'est plus que l'ombre d'elle-même, Daech doit encore être maîtrisé et la menace posée par le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) est réelle et considérable, non seulement en raison du soutien extérieur qu'il reçoit, mais aussi en raison d'autres facteurs régionaux. La poursuite du dialogue avec le Gouvernement intérimaire afghan est la meilleure approche pour renforcer les tendances positives et relever les défis persistants en Afghanistan.

À notre invitation, le Ministre afghan des affaires étrangères par intérim, M. Muttaqi, s'est rendu à Islamabad le 5 mai pour participer à des discussions bilatérales et trilatérales avec le Ministre des affaires étrangères de notre pays et celui de la Chine. En tant que voisin et ami le plus proche de l'Afghanistan, le Pakistan est déterminé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir la paix, l'harmonie et le développement socioéconomique dans le pays. De son côté, le Gouvernement intérimaire afghan nous a assuré de sa bonne volonté et de son soutien, notamment pour faire face à la menace posée par le TTP et d'autres groupes terroristes.

Le cinquième dialogue entre les Ministres des affaires étrangères du Pakistan, de l'Afghanistan et de la Chine s'est tenu à Islamabad le 6 mai et a abordé les questions essentielles relatives à l'Afghanistan et à la région.

La réunion a insisté sur l'importance de la coopération dans tous les domaines. Les trois Ministres des affaires étrangères ont appelé la communauté internationale à collaborer de manière constructive avec le Gouvernement intérimaire afghan.

Les voisins immédiats de l'Afghanistan jouent un rôle majeur dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan. La poursuite des délibérations des Ministres des affaires étrangères de la région à Samarcande a été un événement marquant. Le Pakistan estime également que d'autres pays de la région, en particulier les membres de l'Organisation de la coopération islamique, peuvent et doivent jouer un rôle plus actif dans la promotion de la stabilité économique et politique et du développement de l'Afghanistan. Le Pakistan a accueilli favorablement la réunion des envoyés spéciaux sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Doha et y a participé. Ce fut un échange utile et constructif d'évaluations et de recommandations visant à remédier à la situation en Afghanistan. Nous avons bon espoir que l'ONU et le Secrétaire général poursuivront leurs efforts en vue de la normalisation de la situation en Afghanistan. Nous pensons que, pour plus d'efficacité, nous devrions trouver des objectifs clairs à promouvoir, favoriser des échanges directs avec le Gouvernement intérimaire afghan en ayant ses représentants à la table des négociations, et renoncer à la politique du bâton comme seule méthode et tenter plutôt de recourir aussi à la carotte pour servir les objectifs de la communauté internationale.

À mesure que nous développerons la confiance mutuelle avec le Gouvernement intérimaire afghan pour traiter des questions qui concernent l'Afghanistan, nous espérons que la communauté internationale, premièrement, maintiendra l'aide humanitaire aux 28 millions d'Afghans qui en ont besoin, laquelle, conformément aux normes humanitaires, doit rester inconditionnelle. Il faut que l'appel lancé par le Secrétaire général pour obtenir 4,2 milliards de dollars en aide humanitaire fasse le plein, sachant qu'il n'est pour l'instant financé qu'à moins de 10%. Deuxièmement, nous devons prendre des mesures concrètes afin de relancer l'économie afghane, notamment en débloquent les avoirs de réserve afghans détenus hors du pays, en revigorant le système bancaire afghan, y compris par une assistance technique à la Banque centrale, en redémarrant l'appui international aux projets de reconstruction et d'infrastructures et en mettant à exécution des projets de connectivité régionale. Troisièmement, nous devons ouvrir et entretenir le dialogue avec le Gouvernement intérimaire afghan par l'entremise de diverses plateformes disponibles, qu'elles soient bilatérales, régionales ou internationales.

Le Pakistan considère que le dialogue et la coopération peuvent déboucher sur un Afghanistan pacifique et prospère, où la crise humanitaire sera terminée, où les droits des femmes et des filles seront respectés conformément à la charia, où l'économie sera florissante, où les réfugiés afghans seront rentrés chez eux, où le terrorisme sera efficacement combattu et où le pays fera le lien commercial et sera une terre de transit entre l'Asie centrale, de l'Ouest et du Sud.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Rakhmetullin (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je félicite la présidence émirienne du Conseil de sécurité d'avoir convoqué la séance de ce jour et d'appeler l'attention sur les activités et le mandat très important de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Je remercie M^{me} Roza Otunbayeva, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la MANUA, des efforts qu'elle déploie sans relâche pour renforcer le rôle de la Mission et sa présence dans les processus mis en place par l'ONU et par la communauté internationale.

Sur la question de la reconnaissance internationale des Taliban, nous suivons strictement la position du Conseil de sécurité. Pendant ce temps, les nouveaux dirigeants de l'Afghanistan continuent d'œuvrer à l'édification de l'État, à la normalisation des activités des institutions administratives publiques, à la collecte des impôts, au renforcement des moyens de défense, et ainsi de suite. Dans ces conditions, il ne faut pas négliger le fait que le nouveau Gouvernement en fonction en Afghanistan est à présent dans sa deuxième année. Le pays a besoin de survivre et de nouer des relations normales avec ses voisins et ses autres partenaires, y compris les organisations internationales.

L'intégration de l'Afghanistan dans le système économique régional sert les intérêts à la fois du pays lui-même et de ses voisins. La diversification des relations commerciales est importante pour notre région enclavée. Par exemple, l'an dernier, le volume des échanges entre le Kazakhstan et l'Afghanistan a atteint pratiquement 1 milliard de dollars, et il est possible d'aller plus loin. L'Afghanistan peut jouer un rôle essentiel dans la liaison entre l'Asie centrale et du Sud. En retour, la coopération économique régionale peut accélérer la stabilisation et le développement de l'Afghanistan.

Afin d'établir des contacts commerciaux constructifs, le Kazakhstan a accrédité des représentants de la nouvelle Administration afghane, sans leur donner de

statut diplomatique. La réunion tenue en mai à Doha entre le Secrétaire général António Guterres et les représentants spéciaux pour l'Afghanistan de différents pays a confirmé l'importance d'une plus grande coopération entre la communauté internationale et les Taliban, principalement dans les domaines de l'assistance humanitaire, du commerce et de l'économie.

Nous considérons qu'il est important de maintenir des échanges étroits avec les autorités de facto de l'Afghanistan en vue de trouver, dans l'intérêt du peuple afghan, des remèdes aux crises actuelles, au premier rang desquelles figurent la crise humanitaire aiguë et ce qu'il reste d'instabilité, de terrorisme et d'extrémisme. En outre, les risques de sécurité dus à la circulation illégale d'armes et de stupéfiants, ainsi qu'à la montée en flèche de la migration irrégulière et à l'afflux de réfugiés, appellent la plus grande attention.

Nous espérons que les autorités de facto de l'Afghanistan prendront les mesures voulues pour mettre en place un gouvernement inclusif et représentatif, défendre les droits humains, y compris les droits des femmes, des enfants et des personnes appartenant à des minorités, et promouvoir la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité et en toute sécurité, à tous les aspects de la société afghane.

Nous cherchons des options pour renforcer les activités de l'Agence kazakhe de développement international (KazAID) en ce qui concerne la fourniture d'une aide publique au développement en Afghanistan. Nous souhaitons mettre en place une coopération entre KazAID, d'autres agences de développement et des organismes des Nations Unies dans le cadre de projets pour la stabilisation économique de l'Afghanistan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouzbékistan.

M. Ibragimov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je félicite la Mission permanente des Émirats arabes unis d'avoir convoqué la séance d'information publique de ce jour sur la situation en Afghanistan. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, S. E. M^{me} Roza Otunbayeva, et M^{me} Basij-Rasikh de leurs exposés instructifs.

Ce qui se déroule en Afghanistan est très préoccupant à la fois pour les pays de la région et pour la communauté internationale dans son ensemble. L'économie détruite, le chaos généralisé et la pauvreté endémique sont en train de devenir les facteurs qui définissent la situation politique intérieure qui règne globalement dans le pays.

Voisin immédiat de l'Afghanistan, l'Ouzbékistan plaide toujours non seulement pour la fourniture d'une aide humanitaire au pays, mais aussi pour l'élaboration de mesures concrètes qui soient propices au relèvement de l'économie nationale. Selon nous, à ce stade, il faut empêcher que l'Afghanistan se retrouve isolé sur la scène internationale, car cela exacerberait la situation humanitaire. Nous parlons du sort de millions de personnes. Il ne faut donc pas négliger le problème afghan, comme on a pu le faire dans le passé.

Nous sommes convaincus que l'abrogation rapide de l'interdiction de l'éducation des filles et de l'emploi des femmes devrait devenir un facteur clef de l'obtention du consensus national, de la réalisation du développement durable et de l'intégration de l'Afghanistan à la communauté internationale en tant que membre responsable. En conséquence, les conditions fondamentales de l'instauration d'une paix à long terme en Afghanistan restent liées à la formation d'un gouvernement inclusif et à la garantie des libertés et droits fondamentaux de la population, en particulier les femmes et les minorités nationales. L'Ouzbékistan s'en tient strictement à cette position dans ses échanges avec les Taliban.

Nous estimons que le moment est venu de prendre des mesures concrètes pour renforcer les rôles respectifs de l'ONU, des grands pays du monde et des États voisins de l'Afghanistan dans le règlement de la situation dans le pays. L'initiative du Président ouzbek, S. E. M. Shavkat Mirziyoyev, sur la constitution d'un groupe de négociation international de haut niveau sous les auspices et avec le soutien de l'ONU, pour préparer et conclure un accord avec les autorités afghanes au sujet de la mise en œuvre progressive des obligations des parties, sert cet objectif. Non seulement elle permettrait de rapprocher les positions de divers États à l'égard des nouvelles autorités afghanes, mais elle aiderait également le pays à sortir de la terrible situation socioéconomique où il se trouve actuellement.

La composition du groupe de négociation proposé pourrait être discutée avec les États Membres et le Conseil de sécurité. Investi de larges pouvoirs, ce groupe mènerait des négociations directes avec les autorités afghanes afin d'élaborer une feuille de route détaillée que les autorités de facto de Kaboul suivraient pour satisfaire aux prescriptions et obligations internationales. En d'autres termes, le franchissement de chaque étape prévue dans cette feuille de route pourrait entraîner une amélioration progressive des relations des Taliban avec la communauté internationale, qui se traduirait par exemple par la radiation des Taliban de la Liste des sanctions de l'ONU, la reprise de l'aide

financière apportée par les pays donateurs et l'intensification des efforts internationaux destinés à fournir une aide humanitaire et d'autres types d'aide à la population afghane.

De plus, ce groupe de négociation devrait également compter, au rang de ses principaux objectifs, les tâches consistant à empêcher le territoire afghan de devenir un tremplin pour le terrorisme international et à rompre tous les liens du pays avec divers groupes terroristes, principalement Al-Qaïda. La délégation ouzbèke a expressément souligné ces aspects durant la récente réunion qui s'est tenue avec le Secrétaire général au Qatar le mois dernier.

Nous pensons que nos efforts doivent se fonder avant tout sur les intérêts des Afghans ordinaires. Compte tenu de l'attitude actuelle de la communauté internationale à l'égard des Taliban, il faut absolument s'écarter des schémas et des stéréotypes lorsque l'on considère la population afghane dans son ensemble. Il importe de faire évoluer l'approche conceptuelle pour passer d'une tactique axée sur les pressions et la menace à un dialogue pragmatique avec les nouvelles autorités de Kaboul.

Pour conclure, je réaffirme qu'aujourd'hui, la communauté internationale ne doit pas abandonner le peuple afghan et le laisser seul face à ses problèmes extrêmement difficiles. Nous considérons que l'ONU doit continuer à jouer un rôle de premier plan dans la mobilisation et la coordination des efforts internationaux pour prêter assistance à l'Afghanistan. À cet égard, nous invitons instamment le Conseil de sécurité à envisager sérieusement l'initiative du Président ouzbek en faveur de la mise en place du groupe de négociation que j'ai évoqué plus haut, car cela pourrait s'avérer un mécanisme efficace pour aborder les préoccupations de la communauté internationale avec les autorités de facto de l'Afghanistan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 40.